



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org

17084

LA PLACE DES PAYS EN DEVELOPPEMENT
DANS LA DIVISION INTERNATIONALE DES
INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

ETUDE REALISEE POUR L'ONUDI

par

Genevieve CHEDEVILLE-MURRAY

Septembre 1988

TABLE DES MATIERES

| | Page |
|---|-----------|
| INTRODUCTION | 3 |
| AVERTISSEMENT | 4 |
| I DONNEES GENERALES SUR L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL DANS LE TIERS MONDE | 5 |
| 1. Evolution récente des flux | 5 |
| 2. Evolution des encours de 1970 à 1986, et rôles respectifs des sept pays étudiés | 7 |
| 3. Récapitulation par grandes régions du Tiers Monde | 10 |
| 4. Profils par secteurs d'activité | 16 |
| II STRATEGIES RESPECTIVES DES 7 PAYS INDUSTRIELS ETUDIES A L'EGARD DE L'INVESTISSEMENT DANS LE TIERS MONDE | 19 |
| - Etats-Unis | 19 |
| - Japon | 24 |
| - RFA | 29 |
| - France | 34 |
| - Italie | 38 |
| - Autriche | 43 |
| - Suisse | 47 |
| III MESURES INCITATIVES MISES EN PLACE DANS LES PAYS INDUSTRIELS | 51 |
| 1. Caractéristiques générales | 51 |
| 2. Tableau résumé des mesures par pays | 55 |
| ANNEXE METHODOLOGIQUE | 57 |

INTRODUCTION

L'observation de l'évolution de l'investissement international dans le Tiers Monde depuis 1970 ne met pas en évidence de phénomènes que l'on ne connaisse par ailleurs : essoufflement des flux financiers Nord-Sud, voile monétaire jeté par les mouvements du dollar, intérêt de l'ensemble des pays industriels pour les placements en Asie dans les années récentes.

Ce travail permet cependant de cadrer par des données aussi détaillées et cohérentes que possible la perception que l'on peut avoir de ces phénomènes.

Surtout, c'est à une étude des comportements d'un échantillon de pays industriels que cette investigation s'attache :

- Etude de leur comportement collectif tout d'abord, dont on serait tenté de retenir deux traits paradoxaux mais, semble-t-il, caractéristiques : l'un étant, l'importance de la régression de l'investissement dans le Tiers Monde dans les années récentes (de 33% à 25% du total des investissements internationaux entre 1970 et 1986), alors qu'il n'a jamais été autant question d'internationalisation et de globalisation des marchés qu'actuellement... et l'autre étant le recours singulièrement important aux mécanismes de garantie publique de la part des pays les plus engagés dans l'investissement international;

- Etude de leur comportement individuel aussi, avec l'analyse minutieuse des évolutions pays par pays, et région par région. Si certains dénominateurs communs apparaissent entre les différents pays étudiés, tels que, par exemple, cette tendance à une réduction des investissements dans le secteur primaire, les stratégies d'investissement des uns et des autres restent en effet très différenciées, et révélatrices de leurs différences structurelles profondes.

AVERTISSEMENT

Les données existantes sur l'investissement direct international dans le Tiers Monde sont encore relativement sommaires, surtout si on les compare aux nombreuses statistiques sur le commerce international; cette étude s'appuie essentiellement sur le considérable travail de synthèse déjà réalisé par le Secrétariat de l'OCDE, le Centre de Développement de l'OCDE, et le Centre des Nations Unies sur les Sociétés Transnationales, et différents travaux d'experts.

L'annexe méthodologique décrit les difficultés créées par :

- la reconstitution des montants des encours par pays d'origine dans la mesure où la répartition régionale des investissements n'est généralement donnée que pour les flux annuels et rarement pour les encours,
- la définition des regroupements régionaux qui n'échappe pas aux imprécisions,
- et enfin les biais introduits par les évolutions de taux de change dès lors que l'on raisonne en dollars.

L'interprétation des chiffres eux-mêmes doit être menée avec circonspection, et ceci pour plusieurs raisons : tout d'abord à cause de l'extrême globalité des données, puisque la répartition géographique des investissements à l'étranger est rarement donnée à une échelle inférieure à celle du continent lorsqu'il s'agit du Tiers Monde, et que les répartitions sectorielles sont frustrées; mais aussi en raison des imprécisions qui entourent la définition de l'investissement direct à l'étranger, même si celle-ci fait l'objet de conventions assez communément admises¹; ainsi cette notion recouvre-t-elle des opérations aussi différentes que la création d'entités nouvelles de production, le résultat de la conversion en actions de créances bancaires, ou encore ces "nouvelles formes" de l'investissement direct que sont, par exemple, les contrats de sous-traitances ou les octrois de licences qui se rapprochent d'opérations d'exportations, mais qui restent des investissements, selon l'observation de Ch. Oman (cf. note 2) , en raison de l'espoir de gains futurs ("lasting interest") qui leur est fondamentalement attaché.

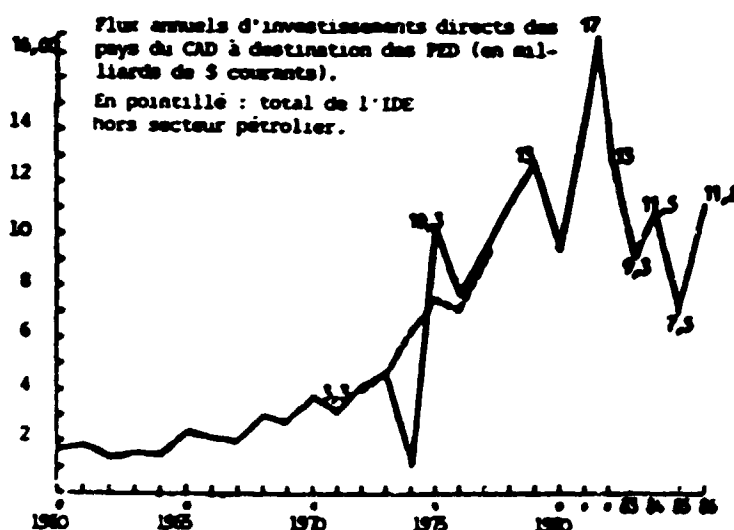
En conclusion, la cohérence globale des données est plus fiable que la précision de tel ou tel chiffre isolé.

¹Dans son article Les investissements internationaux : quels changements pour les années 80? (Economie prospective internationale, n°12, 4^e trimestre 1982), D de Laubier décrit très bien les multiples ambiguïtés qui entourent cette notion d'investissement direct international, en dépit de l'existence d'une norme FMI (voir extrait en annexe).

I. DONNEES GENERALES SUR L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL DANS LE TIERS MONDE

1. EVOLUTION RECENTE DES FLUX

Apprécié en dollars et en valeur nominale, l'investissement direct international dans le Tiers Monde a connu un vif essor dans les années 70, surtout après l'année 1975, avec des montants annuels totaux dépassant les 10 milliards de dollars, et atteignant jusqu'à 17 milliards en 1981. La hausse du cours du dollar a ensuite contribué à réduire la valeur en dollars de ces flux; ceux-ci semblent connaître une timide reprise en 1986, autour de 11 milliards, en grande partie également du fait de cette évolution du dollar (sur les problèmes de valorisation, voir l'annexe méthodologique) :

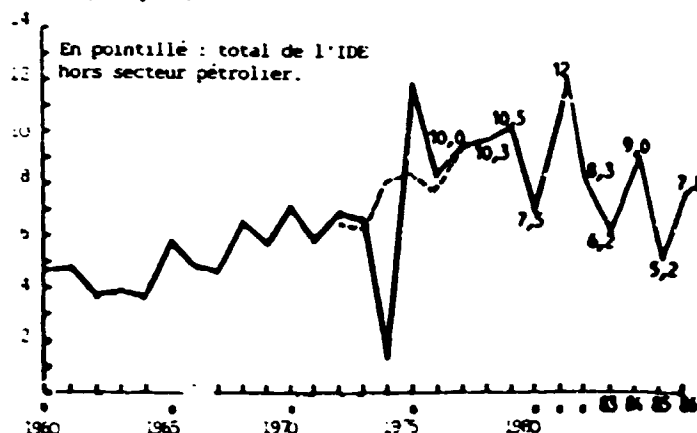


Source: d'après C. Oman, Les nouvelles formes de l'investissement international, Centre de Développement de l'OCDE, 1983.

Données récentes : OCDE (voir tableau en annexe "Flux net total des ressources à destination des pays en développement").

En prix et en dollars constants, l'investissement international dans le Tiers Monde ne semble plus progresser depuis la fin des années 70 et surtout depuis 1981, alors qu'il connaissait jusqu'alors une croissance relativement régulière de 5% l'an en moyenne. L'instabilité des évolutions de ces dernières années tend toutefois à brouiller la tendance :

Flux annuels d'investissements directs des pays du CAD à destination des PED, en prix, et dollars constants 1977 (Mds de \$).



Rapporté au montant total des flux de financement à destination du Tiers Monde, l'évolution de l'investissement international apparaît également moins favorable au cours des années 80, que durant la deuxième partie des années 70 : sa part dans l'ensemble des financements adressés au Tiers Monde passe de 13,8% en moyenne entre 1970 et 1974, à 15,5% entre 1975 et 1979 et 10,8% entre 1980 et 1984. Toutefois les évolutions des dernières années connues sont si contrastées qu'il est difficile d'en faire une interprétation sûre (sans parler des contingences qui affectent le montant du dénominateur lui-même, c'est-à-dire le total des flux de financement) :

| INVESTISSEMENT | 1970-74 | 1975-79 | 1980-84 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 |
|--|---------|---------|---------|------|------|------|------|------|
| Montant annuel moyen (Mds \$) | 7,8 | 13,8 | 12,7 | 12,7 | 9,3 | 11,5 | 7,5 | 11,8 |
| Part en % du total des flux de financement | 13,8% | 15,8% | 10,8% | 11% | 9% | 13% | 9% | 14% |

2. EVOLUTION DES ENCOURS DE 1970 A 1986 ET ROLES RESPECTIFS DES SEPT PAYS ETUDIES

Les différentes sources consultées² convergent, à quelques nuances près, vers les estimations suivantes de l'évolution globale de l'investissement international, et de la part relative du Tiers Monde, au cours des 25 dernières années (voir note 3 et 4 page 5 et, en annexe, les principaux tableaux de référence). Ces données sont cohérentes avec les différents montants par pays qui résultent de nos propres reconstitutions à partir des statistiques nationales, qui sont décrites au chapitre suivant :

REPARTITION NORD-SUD DE L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAL (en milliards de dollars)

| | 1960 | 1970 | 1980 | 1983 | 1986 |
|--|------|------|------|------|------|
| <u>Montant total</u> de l'investissement international | 55 | 140 | 440 | 520 | 750 |
| <u>dont investissement</u> <u>dans le Tiers Monde</u> | 18 | 43 | 117 | 143 | 180 |
| Part en % | 33% | 30% | 27% | 27% | 25% |

L'investissement dans le Tiers Monde représente ainsi un montant de l'ordre de 180 milliards de dollars à la fin de l'année 1986, montant à rapprocher d'un total des investissements dans le monde en provenance des pays industriels qui se situe autour de 750 milliards de dollars.

2-Tendances récentes des investissements directs internationaux (OCDE, 1987).

-Investir dans le Tiers Monde (OCDE, 1983).

-Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales, Les sociétés transnationales dans le développement mondial, Nations Unies, 1982.

-JETRO, Nippon Business Facts and Figures 1988, Tokyo, 1988.

-J.M. Stopford and J.H. Dunning, Multinationals Company Performance and Global Trends, McMillan, London, 1983.

-C. Ominami, Le tiers Monde dans la crise, La Découverte, 1986.

Sur l'ensemble des trente dernières années, on assiste :

- d'une part à une diminution de la part relative de l'investissement dans le Tiers Monde, qui passe de 33% en 1960 à 25% environ de l'ensemble des investissements internationaux en 1986, sans retournement apparent dans la période récente,

- et d'autre part, à une modification des rôles respectifs des différents pays qui participent à ces investissements :

PART RESPECTIVE DES SEPT PAYS EXAMINES DANS L'ETUDE

| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|---|--------|-------|--------|------|--------|------|--------|-----|
| <u>ENCOURS TOTAL</u> <u>dans les PED</u> (en Mds de \$) | | | | | | | | |
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| dont : | | | | | | | | |
| ETATS UNIS ³ | 22,3 | 52% | 60,0 | 51% | 62,0 | 43% | 70,0 | 39% |
| JAPON ⁴ | 1,2 | 3% | 10,0 | 9% | 17,0 | 12% | 26,0 | 15% |
| R.F.A. | 1,9 | 4% | 10,0 | 9% | 12,0 | 8% | 15,0 | 8% |
| FRANCE | 3,8 | 9% | 8,0 | 7% | 9,0 | 6% | 12,0 | 6% |
| ITALIE | 0,7 | 2% | 3,0 | 3% | 3,0 | 2% | 6,0 | 3% |
| SUISSE | 0,9 | 2% | 3,1 | 3% | 3,6 | 2% | | |
| AUTRICHE | 0,01 | 0,03% | 0,14 | 0,1% | 0,36 | 0,2% | | |

³Voir l'annexe méthodologique sur la définition particulière de l'encours des investissements américains. L'OCDE donne, dans sa dernière évaluation, un montant total des actifs nets américains dans le Tiers Monde de 80 milliards de \$ en 1986. Nos propres évaluations nous conduisent plutôt à retenir un montant de l'ordre de 70 milliards à cette date, correspondant d'ailleurs mieux aux propres déclarations des autorités américaines; l'explication de cet écart devrait faire l'objet d'un examen particulier, car il est a priori difficile d'en percevoir les raisons.

⁴L'OCDE évalue à 18 milliards de \$ les actifs nets japonais dans les PED déduction faite des aides du secteur public aux investissements privés; le chiffre de 26 milliards intègre le montant de ces aides et a été retenu dans un souci de cohérence avec les statistiques des autres pays.

Parmi les 7 pays qui font l'objet de cette étude, on note essentiellement :

- la baisse de la part relative des Etats Unis - même si ce pays reste de loin le premier investisseur dans le Sud - de 52% du total en 1970 à 39% environ en 1986; et également de la France, de 9% à 6%;
- l'augmentation très rapide de celle du Japon, de 3% de l'ensemble en 1970 à 15%, et dans une moindre mesure de la RFA, de 4% à 8%, sinon de l'Autriche, de 0,03% à 0,2%;
- et une situation globalement stable pour l'Italie (autour de 3% du total sur l'ensemble de la période) et vraisemblablement de la Suisse (2% également), d'après les éléments partiels d'information dont on dispose (voir Fiche sur la Suisse).

*

Rapporté au poids économique de chacun, enfin, la hiérarchie entre les grands investisseurs se révèle tout-à-fait identique à celle qui procède du classement en fonction des montants globaux:

En milliards de \$, en 1986

| | Investissement dans les PED (1) | PNB (2) | Ratio (1)/(2) |
|------------|------------------------------------|------------|------------------|
| Etats-Unis | 70 | 3180 | 2,2% |
| Japon | 26 | 1314 | 1,9% |
| RFA | 15 | 884 | 1,7% |
| France | 14 | 730 | 1,6% |
| Italie | 6 | 507 | 1,2% |

*

3. RECAPITULATION PAR GRANDES REGIONS DU TIERS MONDE

Le rapprochement des encours d'investissements par grandes régions du Tiers Monde des sept pays examinés, avec ce que l'on sait de l'encours total des pays étrangers au niveau régional, permet de rendre compte, région par région, de la présence de chacun des sept (en réalité des six puisque l'on ne dispose d'aucune décomposition régionale des investissements suisses), et de juger également de la fiabilité relative de certaines données.

On peut retenir plusieurs observations de cet examen :

- En Amérique Latine, la présence américaine, même si elle est encore massive (de l'ordre de 34 milliards de dollars en 1986, soit près de 20% de l'ensemble des investissements des pays industrialisés dans le Sud), connait une rapide diminution au début des années 80 (de 62% du total à 37% en 1986). Le Japon ne semble avoir commencé que récemment à s'y substituer et sa part, comme d'ailleurs celle de la France, reste relativement inférieure dans la région latino-américaine à ce que représente son poids dans l'investissement international. Au contraire, la REA, depuis longtemps, et l'Italie, plus récemment, occupent dans cette région une place proportionnellement forte.

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL EN AMERIQUE LATINE

| Montants (Mds \$) | 1970 | 1980 | 1983 | 1886 |
|-------------------|------|------|-------|------|
| ETATS UNIS | 13,4 | 39,0 | 31,0 | 34,0 |
| JAPON | 0,4 | 3,3 | 5,6 | 11,2 |
| R.F.A. | 1,5 | 7,8 | 8,2 | |
| FRANCE | 1,2 | 3,0 | 3,1 | |
| ITALIE | 0,2 | 2,2 | 2,4 | 4,6 |
| AUTRICHE | - | 0,01 | 0,001 | |

| Encours total ds la région (Mds \$) | 24,7* | 62,3* | 75* | 90* |
|-------------------------------------|-------|-------|-----|-----|
|-------------------------------------|-------|-------|-----|-----|

Part en %

| | | | | |
|-------------|-------|-------|--------|-----|
| ETATS UNIS | 54 % | 62 % | 41 % | 37% |
| JAPON | 1,6% | 5,2% | 7,5% | 12% |
| R.F.A. | 6 % | 12,5% | 11 % | |
| FRANCE | 5 % | 5 % | 4 % | |
| ITALIE | 0,8% | 3,5% | 3 % | 5% |
| AUTRICHE | - | 0,02% | 0,001% | |
| Autres OCDE | 32,6% | 11,0% | 33,0% | |

* Montants estimés d'après Stopford et Dunning, et l'OCDE.

En Asie, les Etats Unis ont vu également diminuer leur part relative dans les investissements internationaux de la région (de 41% du total à 36% sur l'ensemble de la période, mais une remontée semble s'opérer depuis le début des années 80). Le Japon dispose évidemment d'une part plus que proportionnelle à son rang à l'échelle mondiale, mais il faudrait disposer de données plus récentes, car la part de 22% des investissements internationaux dans la région est probablement dépassée désormais. Enfin les pays européens étudiés apparaissent tous sous-représentés; d'autres pays européens, le Royaume-uni et les Pays-Bas notamment, ont vraisemblablement, dans cette région, une position plus importante que les quelques pays européens étudiés.

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL EN ASIE

| Montants (Mds \$) | 1970 | 1980 | 1983 | 1986 |
|--|-------|-------|-------|------|
| ETATS UNIS | 2,7 | 9,0 | 15,0 | 19,0 |
| JAPON | 0,6 | 5,1 | 8,6 | 12,0 |
| R.F.A. | 0,2 | 1,6 | 1,7 | |
| FRANCE | 0,2 | 0,5 | 1,2 | |
| ITALIE | 0,003 | 0,02 | 0,01 | |
| <hr/> | | | | |
| Encours total ds la région (Mds \$) | 6,5* | 30,3* | 40* | 53* |
| <hr/> | | | | |
| Part en % | | | | |
| ETATS UNIS | 41 % | 30 % | 37 % | 36 % |
| JAPON | 9 % | 17 % | 21 % | 22 % |
| R.F.A. | 4 % | 5,3% | 4,3% | |
| FRANCE | 3 % | 1,6% | 3,0% | |
| ITALIE | 0,05% | 0,3% | 0,2% | 0,3% |
| AUTRICHE | 0,01% | 0,06% | 0,02% | |
| Autres OCDE | 42 % | 45 % | 31 % | |

* Montants estimés.

- En Afrique et au Moyen Orient, les redistributions des rôles sont en apparence moins rapides qu'en Amérique Latine ou en Asie, et les situations acquises conservent une certaine inertie; le climat de l'investissement dans ces deux régions se révèle particulièrement affecté par la conjoncture minière et pétrolière.

Il faut toutefois souligner ici combien la mauvaise qualité de l'information statistique rend précaire l'interprétation : l'encours régional est très mal connu dans ces deux cas; il est vraisemblablement sous-estimé dans le cas du Moyen Orient; les données existantes sur l'investissement américain dans ces deux régions sont semble-t-il incomplètes en raison de l'incidence de la comptabilisation à part de l'OPEP (voir annexe méthodologique); il est vraisemblable que les autres pays de l'OCDE pèsent d'un poids supérieur à ce qui est indiqué compte tenu de la place spécifique qu'occupent en Afrique les investisseurs britanniques ou belges; l'Afrique du Sud semble être parfois comptée dans l'ensemble africain par certains pays; enfin il a fallu décomposer la catégorie "OPRP" utilisée par la RFA et l'Italie, afin de reconstituer les données correspondant aux sous-espaces régionaux (à l'aide d'une clé PNB, voir annexe méthodologique), ce qui affecte spécialement les résultats concernant ces deux régions.

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL EN AFRIQUE

| <u>Montants (Mds \$)</u> | <u>1970</u> | <u>1980</u> | <u>1983</u> | <u>1986</u> |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| ETATS UNIS | 3,8 | 7,0 | 8,0 | 8,0 |
| JAPON | 0,0 | 0,7 | 1,5 | 1,7 |
| R.F.A. | 0,03 | 0,18 | 0,3 | |
| FRANCE | 1,9 | 2,8 | 2,9 | 3,4 |
| ITALIE | 0,25 | 0,3 | 0,2 | 0,3 |
| AUTRICHE | 0,012 | 0,11 | 0,14 | |
| <hr/> | | | | |
| <u>Encours total ds la région (Mds \$)</u> | 7,4* | 12,4* | 16* | 19* |
| <hr/> | | | | |
| ETATS UNIS | 51 % | 56 % | 50 % | 42 % |
| JAPON | 1,2% | 5,6% | 9,4% | 9 % |
| R.F.A. | 0,4% | 1,4% | 1,9% | |
| FRANCE | 26 % | 22,6% | 18 % | 18 % |
| ITALIE | 3,3% | 2,4% | 1,2% | 1 % |
| AUTRICHE | 0,2% | 0,9% | 0,9% | |
| Autres OCDE | 17 % | 9 % | 22 % | |

* Montants estimés.

INVESTISSEMENT INTERNATIONAL AU MOYEN ORIENT

| Montants (Mds \$) | 1970 | 1980 | 1983 | 1986 |
|-------------------|------|------|------|------|
| ETATS UNIS | 2,5 | 5,0 | 8,0 | 9,0 |
| JAPON | 0,13 | 1,2 | 1,4 | 1,6 |
| R.F.A. | 0,1 | 0,5 | 0,8 | |
| FRANCE | 0,5 | 2,0 | 1,8 | 2,2 |
| ITALIE | 0,2 | 0,4 | 0,4 | 0,5 |
| AUTRICHE | - | - | 0,2 | |

| Encours total ds la région (Mds \$) | 4,4* | 12* |
|--|------|-----|
|--|------|-----|

| | | |
|-------------|------|------|
| ETATS UNIS | 57 % | 41 % |
| JAPON | 3 % | 10 % |
| R.F.A. | 2 % | 4 % |
| FRANCE | 11 % | 16 % |
| ITALIE | 4 % | 3 % |
| AUTRICHE | | |
| Autres OCDE | 23 % | 26 % |

*Données reconstituées

Ces premières données synthétiques sur l'investissement international par grandes régions du Tiers Monde font déjà apparaître deux des évolutions majeures de ces dernières années :

- d'une part, la dé-spécialisation de certaines relations traditionnelles Nord-Sud : ainsi, la part relative des Etats Unis diminue-t-elle en Amérique Latine, de même que celle de la France en Afrique (même si la part du Japon augmente en Asie); ce que le Secrétariat de l'OCDE décrit comme "une accentuation de l'interpénétration"⁵;

⁵Tendances récentes des investissements directs internationaux (OCDE, 1987)

- et d'autre part, la différenciation croissante des situations de chaque région face à l'investissement international : Ce phénomène est à rapprocher de celui de la dispersion des profils de rentabilité des investissements suivant les régions : comme le montre des indicateurs d'efficacité de l'investissement, tels que ceux publiés par la Banque des Règlements internationaux⁶, les perspectives offertes par les marchés asiatiques paraissent aujourd'hui très supérieures à celles des autres régions (24% de croissance du PIB rapporté à l'investissement), même si les profils de l'Amérique Latine et même de l'Afrique ont connu une nette amélioration dans la période récente (taux d'efficacité remontant de 4 à 17 pour l'Amérique Latine, et de 4 à 10 pour l'Afrique entre 1983 et 1987).

| Investissement: part dans la production et efficacité | | | | | | | |
|---|----------------------|------|------|------|------|------|------|
| Par grands groupes de pays | 1976-81 ¹ | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 | 1987 |
| | en % | | | | | | |
| A. Investissement/PIB | | | | | | | |
| Afrique | 24.0 | 24.1 | 21.3 | 19.0 | 18.3 | 19.7 | 18.6 |
| Moyen-Orient | 24.0 | 26.5 | 30.1 | 28.5 | 27.1 | 26.0 | 25.0 |
| Asie | 29.5 | 27.1 | 26.9 | 27.3 | 28.1 | 28.3 | 27.3 |
| Amérique latine | 23.4 | 20.7 | 17.0 | 17.1 | 17.6 | 18.3 | 17.5 |
| Ensemble des pays en développement | 25.7 | 24.8 | 24.2 | 23.7 | 23.8 | 24.0 | 23.0 |
| Pays industrialisés | 23.6 | 20.8 | 21.0 | 22.4 | 21.9 | 22.2 | 22.5 |
| B. Efficacité de l'investissement² | | | | | | | |
| Afrique | 10.0 | 5.0 | 3.8 | 3.2 | 3.3 | 8.2 | 10.0 |
| Moyen-Orient | 11.2 | -4.1 | -3.1 | 0.2 | -0.2 | 0.9 | 2.0 |
| Asie | 22.0 | 24.0 | 24.9 | 25.2 | 25.3 | 24.5 | 23.8 |
| Amérique latine | 18.2 | 6.1 | 3.9 | 8.3 | 11.8 | 16.4 | 17.3 |
| Ensemble des pays en développement | 17.3 | 10.8 | 10.7 | 12.5 | 13.6 | 15.4 | 15.9 |
| Producteurs de pétrole | 20.5 | -3.0 | -2.8 | -0.2 | -0.5 | 1.3 | 2.9 |
| Non producteurs de pétrole | 15.3 | 18.0 | 17.9 | 20.0 | 21.5 | 24.0 | 23.9 |
| Pays industrialisés | 11.8 | 9.3 | 11.3 | 11.6 | 15.0 | 14.4 | 11.4 |

¹ 1979 pour la part de l'investissement. ² Calculée comme la variation (en %) de PIB (moyenne mobile sur cinq ans) divisée par la part de l'investissement fixe dans la production.

Sources: FMI, Perspectives économiques mondiales et OCDE, Comptes Nationaux.

⁶Banque des Règlements Internationaux, 58ème Rapport Annuel, 13 juin 1988.

Deux observations en commentaire de ce tableau :

- L'indicateur retenu, tout d'abord, c'est-à-dire la variation du PIB divisée par la part de l'investissement fixe dans la production, est loin de permettre de saisir la contribution propres des investissements internationaux, puisque ceux-ci ne sont pas individualisés. Sur ce point, C. Ominami (op. cit. note 2) apporte les précisions suivantes : " la contribution des investissements directs étrangers à la FBCF est généralement faible, même dans le cas des plus grands PED récepteurs. A part quelques pays africains (Zaïre, Zambie, Zimbabwe) et certains paradis fiscaux (Panama et Libéria), il n'y a que Singapour où l'ID représente une fraction conséquente de la FBCF (10,1% en moyenne entre 1978 et 1980). Ailleurs, la contribution de l'investissement international à l'investissement domestique dépasse rarement 3% de la FBCF". Et, conclut-il, le lien de causalité souvent établi entre l'accroissement de taux interne d'accumulation et l'augmentation des ID doit être reformulée. En effet, "si une relation de causalité existe, elle semble plutôt opérer en sens inverse : les ID se dirigent vers les PED faisant preuve d'une capacité significative d'accumulation endogène". Les statistiques réunies dans cette étude sur la répartition géographique de l'investissement tendent à corroborer cette observation;

- Mais, là encore, l'analyse au niveau de régions entières du Tiers Monde se révèle particulièrement imparfaite, compte tenu de la très forte polarisation des investissements directs internationaux dans un tout petit nombre de pays. Le reflux des ID constaté à partir de la fin des années 70 en Afrique et au Moyen Orient n'a par exemple pas concerné également tous les pays de la région, puisque l'on a assisté à la poursuite des investissements en Égypte et à leur augmentation plus récemment en Tunisie, selon Ominami; aussi est-il prudent de ne pas donner une importance excessive aux indications de tendance au niveau régional, même s'il s'agit d'un des seuls instruments de connaissance, ayant un caractère un peu systématique, dont on dispose actuellement.

⁷Ce pourcentage de 3% est tiré de l'étude de A. Benachenchou "Le Tiers Monde en jeu", CREA, Alger, 1981.

4. PROFILS PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE

Des données sur la répartition sectorielle de l'investissement dans le Tiers Monde ont pu être réunies pour cinq pays; elles sont décrites au chapitre suivant dans les fiches respectives des Etats-Unis, du Japon, de la RFA, de l'Italie, et de la France. De ces tableaux et des quelques statistiques dont on dispose au niveau mondial, on peut retenir plusieurs observations générales.

Si l'on considère tout d'abord le degré de spécialisation par grands secteurs de ces pays, on peut dès lors classer :

- comme "champion" du secteur primaire, l'Italie qui y consacre 57% de ses investissements dans les PED (en 1978), et à un moindre degré le Japon (25% en 1983) et vraisemblablement la France;
- comme "champion" des implantations industrielles, la RFA (63% des ID dans le Tiers Monde en 1978), suivi du Japon (44%);
- et comme "champion" des services, les Etats-Unis (48% des ID dans le Tiers Monde en 1978).

Si l'on considère maintenant le degré de cohérence entre les stratégies d'investissements dans le Tiers Monde et celles menées dans les pays industriels, on peut distinguer :

les pays dont les profils dans les deux groupes de pays sont peu différenciés: c'est le cas notamment de la RFA qui s'est largement spécialisé, au Nord comme au Sud, dans le secteur manufacturier, et des Etats-Unis qui connaissent une répartition plutôt équilibrée entre les différents secteurs dans les deux régions;

et les pays qui ont des spécialisations sectorielles nettement dissemblables au Nord et au Sud: ceci semble être le cas du Japon, avec une permanence des investissements miniers, et une relative modestie des investissements dans les services dans le Tiers Monde, contrairement à la répartition que l'on observe dans le Nord; L'Italie pourrait également tendre vers ce profil.

D'une façon générale, on observe une modification de la répartition sectorielle des ID dans le Tiers Monde au profit des industries manufacturières et des services. La baisse des ID dans le secteur primaire, aussi bien minier qu'agricole, entraîne une tendance au rapprochement de la structure sectorielle des ID dans le Tiers Monde par rapport à celle des pays développés. Dans presque tous les pays récepteurs, le secteur industriel occupe une place majoritaire : plus de 50% du stock des investissements étrangers au Brésil, en Argentine, au Mexique, en Inde, en Indonésie, en Corée du Sud, aux Philippines et à Singapour, selon C. Ominami. Le tableau ci-dessous du CEPPI⁸ montre d'ailleurs qu'avec un total d'environ 58 milliards de dollars, les investissements manufacturiers des pays industrialisés dans le Tiers Monde atteignent 40% environ de leurs investissements totaux à l'étranger (43% en Amérique Latine, 42% en Asie):

| Pays investissements / Pays d'origine | Etats-Unis | Canada | Europe | Japon | Autres | Moyen-Orient | Afrique | Amérique Latine | Asie | TOTAL |
|---------------------------------------|------------|--------|--------|-------|--------|--------------|---------|-----------------|------|-------|
| Etats-Unis | | 3 | 49 | 5 | | | | | | 57 |
| Canada | 28 | | 6 | 1 | | | | | | 35 |
| Europe | 44 | 2 | 45 | 3 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 | 200 |
| Japon | 4 | | 1 | | | | | | | 5 |
| Autres | 4 | 1 | 19 | 1 | 1 | | | | | 27 |
| Moyen-Orient | | | 1 | 1 | | 1 | | | | 3 |
| Afrique | | | 6 | | | | | | 1 | 7 |
| Amérique Latine | 30 | 1 | 12 | 4 | | | | 1 | | 48 |
| Asie | 3 | 1 | 4 | 7 | 2 | 1 | | | 3 | 21 |
| TOTAL | 88 | 6 | 126 | 26 | 5 | 3 | 1 | 2 | 5 | 356 |

Ce tableau montre également la part prépondérante que conserve l'Europe dans ce domaine des investissements industriels, y compris dans les PED, ce qui apparaît plus clairement si l'on isole la matrice des données concernant les relations Nord-Sud :

INVESTISSEMENTS MANUFACTURIERS DANS LES PED FIN 1983

| | ETATS-UNIS | EUROPE | JAPON | AUTRES | TOTAL |
|-----------------|------------|--------|-------|--------|-------|
| MOYEN-ORIENT | | 1 | 1 | | 2 |
| AFRIQUE | | 5 | | | 5 |
| AMERIQUE LATINE | 15 | 12 | 4 | 1 | 32 |
| ASIE | 3 | 4 | 7 | 3 | 17 |
| TOTAL | 18 | 22 | 12 | 4 | 56 |

⁸ "la compétitivité à tout prix" ouvrage collectif dirigé par M. FOUQUIN, CEPPI, 1986.

On ne dispose que de très peu d'indications sur la répartition par branches à l'intérieur du secteur manufacturier. D'un travail mené par le Centre des Nations Unies pour les Entreprises Transnationales⁹, C. Ominami tire toutefois l'observation suivante : les branches de l'industrie du Tiers Monde vers lesquelles se dirigent d'une façon prioritaire les ID sont en général les mêmes que dans les pays développés, à savoir : chimie, engineering et transformation d'aliments; plus que les branches les plus tournées vers l'exportation (textile, habillement, etc.), ce sont les industries de substitution aux importations qui attirent l'essentiel des ID des pays développés dans le Tiers Monde". Cette observation est-elle vraiment générale, ou faudrait-il opérer le type de distinction qui a été fait plus haut entre, d'une part les pays à stratégies peu différenciées, et, d'autre part, les pays dont les investissements au Nord et au Sud appartiennent malgré tout à des secteurs d'activité très différents?

RÉPARTITION PAR BRANCHES DU STOCK D'ID DÉTENU
PAR LES QUATRE PRINCIPAUX PAYS INVESTISSEURS
DANS LE SECTEUR INDUSTRIEL DES PED (1980) (en %)

| | TOTAL | Aliments | Chimie | Métaux | Machines | Électronique | Transports | Textiles | Papiers | Divers |
|-------|-------|----------|--------|--------|----------|--------------|------------|----------|---------|--------|
| RFA | 100 | 1,2 | 34,9 | 7,1 | 12,4 | 17,1 | 16,8 | — | — | 21,4 |
| Japon | 100 | 3,4 | 25,6 | 21,6 | 6,3 | 9,9 | 7,2 | 15,4 | 3,9 | 7,6 |
| R-U | 100 | 34,2 | 19,6 | 1,6 | 3,8 | 6,9 | 1,4 | 5,5 | 4,3 | 23,5 |
| E-U | 100 | 18,9 | 23,2 | 9,4 | 9,9 | 18,5 | 11,3 | — | — | 21,7 |

Il faudrait aussi pouvoir faire la part de ce qui procède, dans les statistiques ci-dessus, du degré plus ou moins grand d'intensité capitalistique suivant les branches; la pondération de la branche textile, par exemple, peut être fortement sous estimée si l'on ne considère que l'importance des apports de capitaux alors que les retombées des investissements internationaux dans ce secteur peuvent être tout à fait notables en terme d'emplois ou de conquête de part de marché. Pour éliminer ce biais, il faudrait pouvoir disposer de statistiques de répartition géographique des investissements, branches par branches. La publication prochaine par Ch. Oman, du Centre de Développement de l'OCDE, de différentes études de cas (sur la pétrochimie, l'automobile, l'industrie alimentaire, ainsi que les industries extractives et le textile), devrait en principe apporter un éclairage sur cette question.

⁹Centre des Nations-Unies sur les Sociétés Transnationales, Les sociétés transnationales dans le développement mondial, 3ème édition, Nations-Unies 1983. _

II STRATEGIES RESPECTIVES DES 7 PAYS INDUSTRIELS ETUDIES

A L'EGARD DE L'INVESTISSEMENT DANS LE TIERS MONDE

ETATS UNIS

Les investissements américains à l'étranger représentaient un montant de l'ordre de 260 milliards de dollars à la fin de l'année 1986, dont 70 milliards dans le Tiers Monde. Ces chiffres incluent toutefois les bénéfices réinvestis et les prêts entre filiales sans qu'il soit possible de les comptabiliser à part avec un minimum de fiabilité, à un niveau fin tant sur le plan régional que sectoriel. Ceci présente les deux inconvénients suivants : d'une part, de fausser les comparaisons avec les autres pays industriels dont les statistiques d'investissement sont pour la plupart tirées des balances des paiements, et donc sans l'enregistrement de ce type d'opérations; et d'autre part, de masquer certains mouvements de désinvestissements, qui ont semble-t-il été importants depuis le début des années 80 selon certaines indications de l'OCDE.

Au delà de ces observations, on peut retenir deux remarques générales de l'examen des ces statistiques:

- d'une part, l'ampleur du mouvement de délocalisation qui caractérise sur toute la période les relations des Etats Unis avec le reste du monde; ainsi, les investissements dans les PED seuls représentent-t-il 2,2% du PNB américain en 1986, soit un ratio sensiblement plus élevé que celui des autres pays étudiés;

- et d'autre part, la stabilité relative de la part du Tiers Monde dans l'encours global de ces investissements : en effet, alors que tous les pays industriels, y compris le Japon, ont opéré une réduction de la part relative de leurs investissements dans les pays en développement depuis 1970, date de référence de notre étude (de 55% de l'ensemble des investissements dans le monde à 27% environ dans le cas de la France, de 35% à 17% pour l'Italie, de 60% à 46% pour le Japon, ou plus modestement de 27% à 22% pour la RFA), le pourcentage américain n'a varié que de 29% à 27% en seize ans.

Si les proportions sont restées globalement stables, les parts relatives des différentes régions dans le Tiers Monde se sont en revanche profondément modifiées : celle de l'Amérique latine a tout d'abord augmenté de 60% à 65% entre 1970 et 1980, avant de connaître une chute importante à 49% environ en 1986 (en

dépit des opérations de conversions de créances qui connaissent un certain essor dès la fin de période); la part de l'Asie, a peu varié dans les années 70, mais a pris un très vif essor dans les années 80, opérant quasiment un doublement de 15% à 27% du total entre 1980 et 1986; celle du Moyen-Orient a semblé connaître un certain mouvement de reprise récemment, de 8% en 1980 à 13% en 1986, qui mériterait un examen approfondi; enfin, l'Afrique ne représente plus que 11% du total en 1986, contre 18% en 1970.

Cette évolution des investissements américains reflète une dé-spécialisation régionale qui est plus accusée encore sur le plan commercial: l'Amérique latine, partenaire principal des années 70 ne compte plus que pour 37% des échanges américains avec les PED en fin de période, tandis que l'Asie représente désormais 47% contre 31% en 1970.

Les années 80 ont donc été marquées par un très net effort de la part des investisseurs américains pour la prospection de nouveaux partenaires en Asie, et le développement de nouveaux courants d'échanges. Témoignent de cette tendance les quelques statistiques par pays de destination des investissements données par les autorités américaines: les investissements au Brésil sont ainsi évalués à 9 milliards de dollars fin 1986, contre 7,7 en 1980; mais dans le même temps, l'encours cumulé à Hong-Kong, Singapour et en Corée du Sud est passé de 3,9 à 6,7 milliards de dollars. En 1980, le montant dans ces pays représentait 50% de l'encours brésilien; en 1986 le ratio est de 75%.

Pendant cette période récente, on constate une certaine augmentation de l'aide attribuée à l'Amérique latine (12% en 1986), marquant une nette reprise par rapport à 1980 (4%), et même par rapport aux montants antérieurs qui étaient légèrement supérieurs (7,6% en 1970). Sur ce plan de l'aide, on note également la permanence sur un peu plus d'une décennie de la part attribuée au Moyen-Orient (33% en 1986), alors qu'en 1970, c'était encore l'Asie qui obtenait la plus grande partie de l'aide américaine (45%, contre 6% au Moyen-Orient).

En conclusion, des mutations profondes sont en cours actuellement dans la définition des stratégies des sociétés américaines. Les statistiques existantes permettent déjà d'en saisir certains traits, mais il est encore difficile d'en extrapoler les tendances.

REPARTITION GEOGRAPHIQUEETATS UNIS

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS

| | Amérique Latine | Moyen- Orient | Afrique | Asie | Ensemble PED |
|------|--------------------|------------------|---------|------|-----------------|
| 1970 | 60 % | 10 % | 18 % | 12 % | 100 % |
| 1980 | 65 % | 8 % | 12 % | 15 % | 100 % |
| 1983 | 52 % | 12 % | 15 % | 25 % | 100 % |
| 1986 | 49 % | 13 % | 11 % | 27 % | 100 % |

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|------|------|------|-------|
| 1970 | 52 % | 8 % | 7 % | 31 % | 100 % |
| 1980 | 37 % | 15 % | 20 % | 28 % | 100 % |
| 1983 | 37 % | 11 % | 13 % | 39 % | 100 % |
| 1986 | 37 % | 8 % | 8 % | 47 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|------|-------|------|-------|-------|
| 1970 | 7,6% | 6 % | 4,5% | 45,4% | 63,5% |
| 1980 | 4,3% | 27,6% | 4,3% | 11,1% | 47,3% |
| 1986 | 12 % | 33 % | 5 % | 10 % | 60 % |

Quant à la répartition sectorielle de ces investissements, les quelques indications réunies dans le tableau 2 de la page suivante révèlent :

- une relative stabilité de l'investissement manufacturier américain dans le Tiers Monde, autour d'un pourcentage de 30% à 35% du total pendant toutes les années 70 et, semble-t-il, encore au début des années 80;

- un effondrement des investissements dans le secteur primaire, qu'il s'agisse des investissements miniers et pétroliers, dont la part diminue de moitié dans les années 70 (de 11% à 5%) ou de l'agriculture (de 25% du total en 1971 à 11% en 1978);

- et, inversement, une montée en puissance des investissements dans les services, et notamment des services financiers (qui représentent près de 30% des investissements américains dans le Tiers Monde en 1978), mais aussi dans le secteur de la distribution et celui des transports.

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

ETATS-UNIS

(en milliards de \$ courants, y compris non réinvestis)

Source : OCDE-OEA Dept. of the Treasury.

| | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 (e) |
|------------------------------|-------------|--------------|--------------|-------------|
| Tous pays | 75,5 | 218,0 | 227,0 | 260,0 |
| Europe OCDE | 25,2 | 96,3 | 102,0 | 120 |
| (CEE) | (20,1) | (77,3) | (78,8) | (100) |
| Japon | 1,5 | 6,2 | 8,0 | 11,3 |
| Canada | 21,0 | 43,1 | 47,2 | 50,2 |
| Australie-N.Zélande | 3,0 | 8,2 | 9,2 | 8,9 |
| <u>Pays Industriels</u> | <u>53,2</u> | <u>152,8</u> | <u>165,2</u> | <u>199</u> |
| (dont off shore) | (1,9) | (12,2) | -0,6 | |
| <u>PAYS à éco. planifiés</u> | | | | |
| COPEP | (0,8) | (5,9) | (8,3) | (11,2) |
| Amerique Latine | 13,3 | 39,0 | 31,0 | 34,0 |
| (Brésil) | | (7,7) | (9,0) | (9,1) |
| Moyen-Orient | 2,5 | 5,0 | 8,0 | 9,0 |
| Afrique | 3,8 | 7,0 | 8,0 | 8,0 |
| Asie | 2,7 | 9,0 | 15,0 | 19,0 |
| (Hong-Kong) | | (2,1) | (3,0) | (3,0) |
| (Corée du Sud) | | (0,6) | (0,8) | (0,8) |
| (Singapour) | | (1,2) | (1,8) | (2,3) |
| <u>TOTAL PED</u> | <u>22,3</u> | <u>60,2</u> | <u>62,0</u> | <u>70,0</u> |
| Part PED/total | 29% | 28% | 27% | 27% |

• données reconstituées

REPARTITION SECTORIELLE DE L'INVESTISSEMENT

ETATS - UNIS

| Source : 1971-78 : Centre des NE sur les Sec. Transnationales, cité par l'OCDE. | | | | | |
|---|------|-------|-------|-------|-------|
| 1980-83 et 8. : déclarations américaines à l'OCDE. | | | | | |
| | 1971 | 1978 | 1980 | 1981 | 1982 |
| <u>DANS L'ENCOURS TOTAL</u> | | | | | |
| Montant en milliards de \$ | 85 | 162 | 216 | 227 | 260 |
| Part en % : | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + Ind. min. et pétrolières | 31% | 34% | 25% | 31% | 34% |
| 2. Industries manufacturières | 44% | 44% | 41% | 42% | 41% |
| 3. Services (y compris holdings) | 27% | 32% | 33% | 27% | 33% |
| dont (Banques Ass.) | (9%) | (14%) | (14%) | (8%) | (13%) |
| (Commerce) | | | (13%) | (13%) | (10%) |
| <u>DANS LE TIERS-MONDE</u> | | | | | |
| Montant en milliards de \$ | 25 | 45 | 60 | 62 | 70 |
| Part en % : | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + Ind. min. et pétrolières | 36% | 17% | | | |
| 2. Industries manufacturières | 34% | 55% | | 30% | |
| 3. Services | 30% | 48% | | | |
| dont (Banques Ass.) | 10% | 27% | | | |

• Les investissements miniers et pétroliers seuls représentent 11% du total en 1971 (et l'agriculture donc 25% environ), 6% en 1978 (l'agriculture 11%), et 5,5% en 1983.

• Pourcentage estimé à partir du montant des investissements manufacturés dans le Tiers-Monde des États-Unis retenu par M. FOURNIN (Ministère Français : LA COMPÉTIVITÉ À LONG TERME, CEPII, Economica 1986).

COMMERCE

ETATS - UNIS

| (en milliards de \$ courants) (source : FMI-OCDE) | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|--|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| Mondial | 41 | 39 | 218 | 241 | 200 | 258 | 217 | 370 |
| Europe | 12,7 | 10,2 | 66,8 | 46,3 | 55,4 | 53,4 | 61,0 | 89,1 |
| CEE | (11,3) | (9,2) | (54,6) | (36,6) | (44,3) | (43,9) | (53,1) | (75,7) |
| Japon | 4,6 | 5,9 | 20,8 | 30,8 | 21,8 | 41,2 | 26,8 | 81,9 |
| Canada | 9,1 | 11,1 | 35,4 | 41,0 | 38,2 | 52,1 | 45,3 | 68,2 |
| Australie-N. Zelande | 1,1 | 1,3 | 3,9 | 3,3 | 4,4 | 2,5 | 6,4 | 3,6 |
| Pays Industriels | 27,5 | 28,5 | 126,9 | 121,4 | 120,0 | 149,7 | 139,5 | 242,8 |
| Pays à éco. planifiées | 0,3 | 0,2 | 3,8 | 1,4 | 3,6 | 1,8 | 2,5 | 2,7 |
| Amérique Latine | 6,5 | 5,8 | 38,7 | 37,1 | 25,7 | 41,7 | 31,1 | 41,9 |
| (dont Brésil) | (0,8) | (0,6) | (4,3) | (4,0) | (2,6) | (4,9) | (3,9) | (6,8) |
| Moyen-Orient | 1,4 | 0,4 | 11,9 | 17,2 | 13,8 | 7,1 | 8,4 | 7,9 |
| Afrique | 0,9 | 0,8 | 8,9 | 32,2 | 8,6 | 14,4 | 6,0 | 10,3 |
| Asie | 4,0 | 3,4 | 27,4 | 31,0 | 28,1 | 43,1 | 29,2 | 64,0 |
| (dont Hong-Kong) | (0,4) | (0,9) | (2,3) | (5,4) | (2,6) | (6,4) | (3,0) | (8,9) |
| (- Corée du Sud) | (0,6) | (0,4) | (4,7) | (5,2) | (5,9) | (7,1) | (6,3) | (12,7) |
| (- Singapour) | (0,2) | (0,1) | (3,0) | (2,1) | (3,7) | (2,8) | (3,4) | (4,7) |
| Pays en développement | 13,0 | 10,5 | 86,9 | 117,5 | 76,2 | 106,3 | 74,7 | 126,1 |
| Part % PED/TOTAL | 31% | 27% | 40% | 48% | 38% | 41% | 34% | 33% |
| (OPEP) | | | (17,7) | (52,1) | (16,9) | (25,0) | (10,8) | |

AIDE BILATERALE
(source CAD)

ETATS-UNIS

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|---|------------|-------------|------------|-------------|-------------|-------------|
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| Amérique Latine | 0,4 | 7,6 | 0,4 | 4,3 | 1,2 | 12 |
| dont Salvador | | | | 1,0 | | 2,8 |
| Honduras | | | | | | 1,7 |
| Costa Rica | | | | | | 1,6 |
| Pérou | | 0,5 | | 0,9 | | 1,4 |
| Jamaïque | | | | | | 1,1 |
| Rép. Dominicaine | | 0,9 | | 0,6 | | 1,0 |
| Bolivie | | | | | | 0,9 |
| Guatemala | | | | | | 0,7 |
| Haïti | | | | 0,5 | | 0,7 |
| Moyen-Orient - Méditerranée | 0,3 | 6,0 | 2,4 | 27,6 | 3,3 | 33,0 |
| dont Israël | | 1,7 | | 11,5 | | 19,0 |
| Egypte | | | | 12,6 | | 13,0 |
| Turquie | | 3,6 | | 2,8 | | 1,0 |
| Afrique (Egypte non comprise) | 0,2 | 4,5 | 0,6 | 4,3 | 0,5 | 5,0 |
| dont Soudan | | | | 0,9 | | 2,4 |
| Ethiopie | | 0,5 | | | | 1,2 |
| Somalie | | | | 0,9 | | 0,7 |
| Niger | | | | | | 0,6 |
| Asie | 2,4 | 65,4 | 1,0 | 11,1 | 1,0 | 10,0 |
| dont Philippines | | 1,0 | | 0,8 | | 2,4 |
| Pakistan | | 5,0 | | 1,4 | | 2,3 |
| Bangladesh | | | | 2,2 | | 1,6 |
| Inde | | 13,9 | | 3,3 | | 1,5 |
| Indonésie | | 7,8 | | 2,1 | | 1,0 |
| Sri-Lanka | | | | 6,7 | | 0,8 |
| TOTAL ventilé | 2,4 | 63,5 | 4,0 | 47,3 | 6,4 | 60,0 |
| AIDE TOTALE | 3,2 | 100 | 8,7 | 100 | 10,1 | 100 |
| Part % : Part du bilatéral dans l'aide totale | 67% | | 66% | | 65% | |

JAPON

En 1970, le Japon était au 8ème rang mondial pour ses investissements internationaux (avec un montant comparable à celui de la Belgique ou de la Suède), et au 6ème rang pour ses placements dans le Tiers Monde, à niveau égal avec l'Italie. Son expansion très rapide à l'échelle mondiale, lui a permis de distancer l'Italie, le Canada, la France et les Pays-Bas dans les années 70, le Royaume-Uni et la RFA dans les années 80. Avec un encours d'investissements dans le Tiers Monde de l'ordre de 26.5 milliards de dollars en 1986, sur un total d'environ 58 milliards¹⁰, le Japon se situe désormais au deuxième rang mondial après les Etats Unis. La part de ses investissements dans les pays en développement dans ses investissements totaux y est encore de 46%, contre 60% en 1970, soit un pourcentage qui reste nettement plus élevé que celui des autres pays industriels.

La place prédominante de l'Asie dans les relations économiques extérieures du Japon apparaît tant dans les statistiques d'investissement (45% du total en 1986, 50% en 1970), que de celles du commerce (64% des échanges avec le Tiers Monde), ou de l'aide (48% environ). L'imbrication des réseaux d'investissement, de commerce et d'aide est ici manifeste et, de ce point de vue, le profil japonais contraste nettement avec celui de la RFA, par exemple.

Dans le reste du monde, on constate notamment que le Japon a conservé sur toute la période des relations d'importance relativement mineure avec l'Afrique et qu'il s'est temporairement engagé au Moyen-Orient dans les années 70 avant de s'en retirer (avec une part de l'encours dans la région passant de 13% du total des investissements dans le Tiers Monde à 12% en 1980, et finalement 6% en 1986); tandis que l'Amérique Latine attire désormais l'essentiel de ses nouveaux capitaux (42% de l'encours japonais dans les PED en 1986, soit 11,2 milliards de dollars, contre 30% en 1970), sans pourtant que l'aide japonaise à la région n'atteignent des proportions significatives (tout au plus 3,5% du total en 1986).

¹⁰Voir l'annexe méthodologique sur la question du montant de l'encours des investissements japonais, qui est estimé de façon différente par la Banque du Japon et le Ministère des Finances.

Ainsi, deux régions, l'Asie et l'Amérique latine, concentrent-elles désormais la majeure partie des intérêts commerciaux et financiers du Japon dans le Tiers Monde : 87% de l'investissement (contre 82% en 1980), 75% du commerce (contre 56% en 1980).

REPARTITION GEOGRAPHIQUEJAPONENCOURS DES INVESTISSEMENTS

| | Amérique Latine | Moyen- Orient | Afrique | Asie | Ensemble PED |
|------|--------------------|------------------|---------|------|-----------------|
| 1970 | 30 % | 13 % | 7 % | 50 % | 100 % |
| 1980 | 32 % | 12 % | 6 % | 50 % | 100 % |
| 1983 | 33 % | 8 % | 9 % | 50 % | 100 % |
| 1986 | 42 % | 6 % | 7 % | 45 % | 100 % |

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|------|-----|------|-------|
| 1970 | 17 % | 20 % | 8 % | 55 % | 100 % |
| 1980 | 9 % | 36 % | 8 % | 47 % | 100 % |
| 1983 | 9 % | 34 % | 6 % | 51 % | 100 % |
| 1986 | 11 % | 19 % | 6 % | 64 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|------|------|------|-------|-------|
| 1970 | 0,3% | 1,4% | 1,8% | 74,3% | 77,8% |
| 1980 | 2,7% | 4 % | 4,4% | 48,5% | 59,6% |
| 1986 | 3,5% | 3,8% | 3,3% | 48,2% | 58,8% |

Sur le plan sectoriel, on constate que le Japon, venu plus tard que les États-Unis ou le pays européens aux investissements miniers et pétroliers dans le Tiers Monde, s'en sont moins retirés que leur partenaires dans la période récente, conservant une proportion relativement élevée de leurs investissements dans ces secteurs (28% du total en 1978, 25% en 1983).

L'investissement manufacturier tient une place de premier rang dans la stratégie des firmes japonaises dans le Tiers Monde, représentant 44% du total en 1978, soit un pourcentage nettement plus important que son équivalent pour les investissements manufacturiers de ce pays dans la zone OCDE (34%), alors que les proportions sont inverses dans le cas des États-Unis (35% du total dans les PED, 44% dans les pays industrialisés). Dans ces deux cas, auxquels il faudrait joindre également celui de la RFA (dont 63% des investissements dans le Tiers Monde sont manufacturiers), ces proportions témoignent d'un niveau élevé de délocalisation, mais avec des objectifs, semble-t-il, différents d'un pays à l'autre : on connaît par exemple l'observation de A. FRANKO selon laquelle les opérations de délocalisation menées par les firmes américaines ont souvent pour but un retour des produits sur le marché américain lui-même, tandis que les délocalisations japonaises ont beaucoup plus souvent pour cibles des marchés tiers. Cette explication pourrait être pertinente pour éclairer ce montant élevé des investissements industriels japonais dans le Tier Monde.

Enfin, même croissante, la part des services paraît modeste (28% du total en 1978).

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

J A P O N

(Montants reconstitués à partir des sta. d'encours du MOF
et de la répartition géographique donnée par la BcUE du Japon)
Source : OCDE-MOF-80J

| Cours moyen annuel | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|------------------------|---------------|--------|---------------|--------|---------------|--------|----------------|--------|
| | 360 Y. = 1 \$ | Mds \$ | 227 Y. = 1 \$ | Mds \$ | 237 Y. = 1 \$ | Mds \$ | 1686 Y. = 1 \$ | Mds \$ |
| Tous pays | 720 | 2,0 | 4356 | 19,1 | 7631 | 32,2 | 9660 | 57,5 |
| Europe (CEE) | 86,0 | 0,24 | 545 | 2,4 | 901 | 3,8 | 1250 | 7,5 |
| Etats-Unis | (81,0) | (0,17) | (454) | (2,0) | (758) | (3,2) | 1067 | (6,3) |
| Canada | 147,1 | 0,41 | 1048 | 4,6 | 2054 | 8,7 | 3284 | 19,6 |
| Australie-N.Zélande | 12,2 | 0,03 | 107 | 0,5 | 174 | 0,7 | 186 | 1,1 |
| Pays industriels | 43,0 | 0,12 | 298 | 1,3 | 448 | 1,9 | 464 | 2,8 |
| Pays à éco. planifiées | 288 | 0,8 | 1998 | 8,8 | 3578 | 15,1 | 5208 | 31,0 |
| Amerique Latine | | | | | | | | |
| Moyen-Orient | 130,0 | 0,36 | 742 | 3,3 | 1332 | 5,6 | 1883 | 11,2 |
| Afrique | 49,0 | 0,13 | 262 | 1,2 | 324 | 1,4 | 269 | 1,6 |
| Asie | 32,6 | 0,09 | 167 | 0,7 | 361 | 1,5 | 285 | 1,7 |
| Pays en développement | 220 | 0,61 | 1167 | 5,1 | 2042 | 8,6 | 2016 | 12,0 |
| Part PED/TOTAL | 432 | 1,2 | 2338 | 10,3 | 4053 | 17,1 | 4452 | 26,5 |
| | | 60% | | 54% | | 53% | | 46% |

* données reconstituées

REPARTITION SECTORIELLE DE L'INVESTISSEMENT

J A P O N

Source : 1971-78 : Centre des N.U. sur les soc. transnationales, cité par l'OCDE.

1980-86 : d'après D. de LAUBIER (1) après exclusion du non ventilé de l'encours total, soit env. 9% les deux années.

| DANS L'ENCOURS TOTAL | 1971 | 1978 | 1980 | 1986 |
|--|------|--------|-------|---------|
| Montant en milliards de \$ | 2,6 | 14,3 | 19 | 57,7 |
| Part en % | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture, Ind. minières et pétrol. | 32% | 24% | 22% * | 15,5% * |
| 2. Industries manufacturières | 32% | 34% | 38% | 32% |
| 3. Services | 36% | 42% | 40% | 52,5% |
| dont (Banques-Assur.) (commerce) | | | | |
| DANS LE TIERS-MONDE | | | | |
| Montant en milliards de \$ | 1,5 | 8,0 | 10,3 | 26,5 |
| Part en % | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture, Ind. minières et pétrol. | 31% | 28% ** | ** | ** |
| 2. Industries manufacturières | 49% | 44% | | |
| 3. Services | 20% | 28% | | |

(1) Economie Prospective Internationale, CEPPII, n°35, 3ème trim. 1988.

* non compris l'agriculture

** Les investissements miniers et pétroliers seuls représentaient 26,9% du total des investissements japonais dans le Tiers-Monde (et l'agriculture autour de 1%). En 1983, la part de ces investissements miniers et pétroliers se situait encore autour de 25% traduisant donc une relative stabilité des choix japonais.

COMMERCE

JAPON

| (en milliards de \$ courants) | | | | | | | | |
|-------------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Source : FMI-OCDE | | | | | | | | |
| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| Tous pays | 182 | 181 | 1291 | 1405 | 1464 | 1259 | 2102 | 1273 |
| Europe (OCDE) | 24 | 16 | 215 | 104 | 232 | 111 | 378 | 184 |
| (CEE) | (19) | (15) | (176) | (79) | (185) | (31) | (311) | (142) |
| Etats-Unis | 60 | 56 | 318 | 246 | 433 | 247 | 819 | 294 |
| Canada | 6 | 9 | 24 | 47 | 36 | 44 | 56 | 49 |
| Australie/N-Zelande | 7 | 17 | 40 | 78 | 52 | 76 | 64 | 80 |
| Pays industriels | 100 | 98 | 597 | 675 | 753 | 678 | 1317 | 607 |
| Pays à éco. planifiées | 10 | 10 | 39 | 22 | 38 | 18 | 62 | 24 |
| Amerique Latine | 12 | 13 | 85 | 57 | 59 | 64 | 88 | 62 |
| Moyen-Orient | 6 | 23 | 129 | 441 | 156 | 334 | 88 | 183 |
| Afrique | 5 | 7 | 77 | 45 | 58 | 33 | 43 | 39 |
| Asie | 49 | 30 | 364 | 365 | 400 | 332 | 524 | 358 |
| Pays en développement | 72 | 73 | 655 | 908 | 673 | 763 | 743 | 642 |
| Part PED/TOTAL | (40%) | (40%) | (51%) | (65%) | (46%) | (61%) | (35%) | (50%) |
| (OPEP) | (10) | (29) | (185) | (568) | (191) | (621) | (117) | (239) |

AIDE BILATERALE

(Source CAD)

JAPON

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|---|--------|-------|--------|-------|--------|-------|
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| Amerique Latine | 0,001 | 0,290 | 0,1 | 2,7 | 0,2 | 3,5 |
| dont Bresil | | 0,1 | | 0,8 | | 0,9 |
| Mexique | | | | 0,6 | | 0,9 |
| Pérou | | 0,1 | | 0,6 | | 0,6 |
| Paraguay | | | | 0,6 | | 0,6 |
| Honduras | | | | | | 0,5 |
| Moyen-Orient + Méditerranée | 0,03 | 1,4 | 0,14 | 4,0 | 0,2 | 3,8 |
| dont Egypte | | | | 2,7 | | 2,3 |
| Turquie | | | | 0,9 | | 1,0 |
| Jordanie | | | | | | 0,5 |
| Afrique | 0,1 | 1,8 | 0,16 | 4,4 | 0,2 | 3,3 |
| dont Zambie | | | | 0,4 | | 0,9 |
| Kenya | | 0,3 | | 0,8 | | 0,8 |
| Tanzanie | | 0,2 | | 1,1 | | 0,6 |
| Soudan | | | | | | 0,5 |
| Ghana | | | | | | 0,5 |
| Asie | 0,4 | 74,3 | 1,7 | 68,5 | 2,6 | 68,2 |
| dont Chine | | | | 0,4 | | 8,2 |
| Philippines | | 4,4 | | 4,7 | | 7,5 |
| Indonésie | | 22,9 | | 11,2 | | 5,8 |
| Thaïlande | | 2,9 | | 5,9 | | 5,7 |
| Birmanie | | 3,5 | | 4,1 | | 4,0 |
| Bangladesh | | | | 5,0 | | 3,6 |
| Inde | | 10,2 | | 2,2 | | 3,4 |
| Pakistan | | 7,9 | | 3,6 | | 2,7 |
| Malaisie | | 1,3 | | 2,3 | | 2,2 |
| Sri Lanka | | 1,3 | | 1,4 | | 2,1 |
| Corée | | 19,8 | | 6,9 | | 1,9 |
| Népal | | 0,1 | | 0,8 | | 1,1 |
| Non ventilé | 0,5 | 77,8 | 2,1 | 59,6 | 2,2 | 58,8 |
| AIDE TOTALE | 0,6 | 100,0 | 3,6 | 100,0 | 5,4 | 100,0 |
| Pourcentage: Part du bilatéral dans l'aide totale | 85% | | 69% | | 72% | |

RFA

Au troisième rang mondial pour le volume de ses investissements à l'étranger (environ 72 milliards de dollars), mais aussi pour ses investissements dans les pays en développement (autour de 15 milliards de dollars), la RFA consacre pourtant à ces derniers une part sensiblement moins forte de ses exportations de capitaux que ne le font les Etats Unis, le Japon ou la plupart des autres pays européens. Le Tiers Monde compte ainsi pour 22% des investissements totaux de la RFA en 1986, contre 27% pour les Etats Unis, 46% pour le Japon ou 27% pour la France.

L'Amérique latine reste la zone de destination privilégiée des investissements allemands, même si la part de cette région tend à légèrement diminué : de 79% de l'encours dans le Tiers Monde à 73% en 1983. Le Moyen-Orient et l'Afrique tiennent depuis le début de la période étudiée, une place marginale dans les stratégies des firmes allemandes (respectivement 7% et 4% du total en 1986), tandis que l'intérêt des Allemands pour l'Asie apparaît vif depuis 1980 (16% du total). Il faudrait connaître la répartition géographique des flux depuis 1986 pour juger des proportions d'un vraisemblable accroissement de l'effort allemand dans cette région.

La répartition géographique des flux commerciaux apparaît d'une structure assez différente de celle des investissements: les échanges avec le Moyen-Orient et l'Afrique y tiennent une place importante (globalement entre 40 et 50% du total), ce qui est cohérent avec la politique d'approvisionnements de la RFA en pétrole et en matières premières. Les échanges avec l'Amérique Latine tendent toutefois à perdre de leur poids (de 33% à 20%), tandis que ceux avec l'Asie augmentent (de 18% du total à 37%).

Enfin, la répartition géographique de l'aide allemande répond elle aussi à une logique différente. Contrairement à d'autres grands pays industriels, la RFA a plutôt réduit son aide

bilatérale à l'Afrique au cours de ces dernières années. Elle a continué à attribuer une aide très importante à l'Asie du Sud : le Pakistan qui recevait l'essentiel de l'aide régionale en 1970 est maintenant devancée par l'Inde, dans un schéma de répartition plus équilibré dans lequel le Bangladesh et le Sri Lanka ont également leurs places.

D'une façon simplifiée, on pourrait ainsi dire que la RFA a investi en Amérique Latine, s'intéresse à l'Asie du Sud-Est, commerce surtout avec le Moyen-Orient et l'Afrique, et aide l'Asie du Sud. D'où le diagnostic d'une stratégie apparemment assez éloignée de celle du Japon qui tend plutôt à utiliser au maximum les synergies entre les différents instruments.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE

REFA

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS

| | Amérique Latine | Moyen- Orient | Afrique | Asie | Ensemble PED |
|------|--------------------|------------------|---------|------|-----------------|
| 1970 | 79 % | 5 % | 3 % | 13 % | 100 % |
| 1980 | 77 % | 4 % | 3 % | 16 % | 100 % |
| 1983 | 73 % | 7 % | 4 % | 16 % | 100 % |

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|------|------|------|-------|
| 1970 | 33 % | 21 % | 28 % | 18 % | 100 % |
| 1980 | 17 % | 27 % | 33 % | 23 % | 100 % |
| 1983 | 18 % | 27 % | 30 % | 25 % | 100 % |
| 1986 | 20 % | 17 % | 26 % | 37 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|------|-------|-------|-------|-------|
| 1970 | 9 % | 12,2% | 10,7% | 27,3% | 59,2% |
| 1980 | 3,2% | 14,8% | 13,4% | 17,7% | 49,8% |
| 1986 | 2,5% | 8,9% | 10,3% | 19,7% | 41,4% |

La répartition sectorielle des investissements allemands connaît actuellement une transformation d'autant plus spectaculaire que la situation initiale était extrêmement typée: avec une part dominante des investissements manufacturiers (78% du total en 1971, 63% en 1978), une quasi-inexistence des investissements dans le secteur primaire, et une portion congrue pour les services.

Un certain rééquilibrage est en cours, mais compte tenu de la relative cohérence que l'on observe entre la stratégie des entreprises allemandes dans les pays industrialisés d'une part et dans le Tiers Monde d'autre part, ce dont témoigne l'étroit parallélisme des proportions entre les différents secteurs dans le haut et dans le bas du tableau de la page suivante, il semble que l'Allemagne soit encore très loin de se défaire pour autant de ses activités industrielles sur son territoire national; si les firmes américaines visent surtout un retour sur le marché américain des produits fabriqués dans le Tiers Monde, les sociétés japonaises la percée sur les marchés tiers, il semble que les investissements industriels allemands dans le Sud ait essentiellement pour objectif un accès privilégié aux marchés locaux.

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

L. F. A.

(montants estimés à partir des stat. de flux, bénéfices réinvestis non compris)

| Source : OCDE | 1979 | | 1980 | | 1981 | | 1982 (est.) | |
|---|----------------|------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|-------------|
| | 1 \$ = 3,00 DM | | 1 \$ = 1,82 DM | | 1 \$ = 2,55 DM | | 1 \$ = 2,17 DM | |
| Cours moyen annuel | Ms DM | Ms \$ | Ms DM | Ms \$ | Ms DM | Ms \$ | Ms DM | Ms \$ |
| Tous pays | 25,6 | 7,3 | 76,1 | 41,8 | 107,3 | 42,1 | 156,2 | 72,0 |
| Europe (OCDE) (CEE) | 10,7 | 2,8 | 30,4 | 16,7 | 40,9 | 15,7 | 50,8 | 26,2 |
| - Etats-Unis | 7,3 | 2,3 | 23,3 | 12,8 | 30,4 | 12,7 | 53,5 | 26,6 |
| - Japon | 2,75 | 0,34 | 8,5 | 0,3 | 9,7 | 0,3 | 1,2 | 0,6 |
| - Autres OCDE | 1,1 | 0,3 | 3,2 | 1,7 | 5,4 | 2,1 | 12,1 | 5,6 |
| Pays Industriels (y compris off shore) | 18,7 | 5,1 | 57,5 | 31,6 | 78,6 | 30,8 | 123,6 | 59,7 |
| Pays à éco. planifiée (dont Yougoslavie) | 2,34 | 1,01 | 0,2 | 0,1 | 0,24 | 0,1 | 0,28 | 0,13 |
| | | | (0,77) | 0,09 | (0,77) | (0,09) | | |
| OPEP | 3,4 | 0,12 | 0,9 | 0,5 | 1,0 | 0,4 | 1,9 | 0,9 |
| Autres Am. Latine | 5,5 | 1,5 | 14,0 | 7,7 | 21,0 | 8,2 | | |
| Autres M. Orient | 3,11 | 0,03 | 0,37 | 0,2 | 1,4 | 0,6 | 30,6 | 14,1 |
| Autres Afrique | 3,11 | 0,03 | 0,34 | 0,18 | 0,8 | 0,3 | | |
| Autres Asie | 3,8 | 0,22 | 2,8 | 1,54 | 4,3 | 1,7 | | |
| 1/TOTAL PED | 6,9 | 1,9 | 18,4 | 10,1 | 28,5 | 12,9 | 32,5 | 15,0 |
| Part PED/TOTAL | 27% | 27% | 24% | 24% | 26% | 26% | 21% | 21% |

REPARTITION SECTORIELLE DE L'INVESTISSEMENT

R. F. A.

| Source : 1971-78 : Centre des N.U. sur les sociétés transnationales, cité par l'OCDE. 1980-86 : Bundesbank - OCDE. | | 1971 | 1978 | 1980 | 1986 |
|---|--|------|-------|-------|-------|
| DANS L'ENCOURS TOTAL | | | | | |
| Montant en milliards de \$ | | 27 | 33 | 42 | 71 |
| Part en % | | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + Ind. minières et pétrol. | | 5% | 7% | 7% | 5% |
| 2. Industries manufacturières | | 80% | 70% | 62% | 64% |
| 3. Services | | 15% | 23% | 31% | 31% |
| dont (Banques Ass.) | | (7%) | (11%) | (11%) | (16%) |
| (commerce) | | | | (5%) | (4%) |
| DANS LE TERS-MONDE | | | | | |
| Montant en milliards de \$ | | 2 | 8 | 10 | 16 |
| Part en % | | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + Ind. minières et pétrol. | | 5% | 10% | | |
| 2. Industries manufacturières | | 78% | 63% | | |
| 3. Services | | 17% | 27% | 30% | |
| dont (Banques Ass.) | | (8%) | (9%) | | |
| (commerce) | | | | | |

* D'après l'OCDE, la part du Tiers-Monde dans le total des investissements allemands dans les services est d'environ 30% en 1980 (mais seulement 23% en 1983) ; ceci pourrait être estimé à 13 milliards de dollars, et le montant dans le Tiers-Monde donc à 3,8 milliards de dollars, soit 36% environ des investissements dans le Tiers-Monde.

COMMERCE

R. F. A.

| (en milliards de dollars) | | | | | | | | |
|------------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Source : FMI-OCDE | | | | | | | | |
| | 1979 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| Tous pays | <u>3-</u> | <u>30</u> | <u>193</u> | <u>185</u> | <u>168</u> | <u>152</u> | <u>241</u> | <u>189</u> |
| Europe (OCDE) | 24 | (20) | 130 | 113 | 112 | 98 | 165 | 126 |
| (dont CEE) | (16) | (15) | (94) | (88) | (81) | (75) | (123) | (99) |
| Etats-Unis | 3 | 3 | 12 | 14 | 13 | 11 | 25 | 12 |
| Japon | 0,5 | 0,6 | 2 | 5,7 | 2 | 6 | 4 | 11 |
| Autres OCDE | 0,6 | 0,7 | 2,5 | 2,7 | 2,5 | 2 | 4 | 2 |
| Pays Industrialises | <u>28</u> | <u>24</u> | <u>146</u> | <u>135</u> | <u>129</u> | <u>117</u> | <u>199</u> | <u>152</u> |
| Pays a éco. planifiées | 2 | 1,4 | 13 | 10 | 10 | 9 | 12 | 11 |
| (dont Yougoslavie) | 0,6 | (0,3) | (3) | (1,3) | (2) | (1,4) | (3) | (2) |
| Amérique Latine | 1,3 | 1,5 | 6,3 | 6 | 3,9 | 5,8 | 5,1 | 6,4 |
| Moyen-Orient | 0,9 | 0,9 | 8,6 | 11 | 10,9 | 4,2 | 6,8 | 2,4 |
| Afrique | 0,8 | 1,6 | 10,4 | 16 | 7,5 | 8,9 | 7,4 | 7,4 |
| Asie | 0,9 | 0,7 | 8,5 | 8,6 | 6,8 | 7,1 | 11,1 | 10 |
| Pays en développement | <u>4</u> | <u>6,7</u> | <u>34</u> | <u>40</u> | <u>29</u> | <u>26</u> | <u>30</u> | <u>26</u> |
| Part PIB/TOTAL | 12% | 16% | 17% | 22% | 17% | 17% | 13% | 14% |
| (OPEP) | | | (12,5) | (20) | (12) | (11) | (8) | (6) |

AIDE BILATERALE

R. F. A.

(source CAD)

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|--------------------------------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|-------------|
| | en Rds | en % | en Rds | en % | en Rds | en % |
| Amérique Latine | <u>0,07</u> | <u>9,0</u> | <u>0,1</u> | <u>3,9</u> | <u>0,1</u> | <u>2,5</u> |
| dont Brésil | | 3,8 | | 1,8 | | 1,3 |
| Pérou | | 1,1 | | 1,4 | | 1,0 |
| Moyen-Orient | <u>0,1</u> | <u>12,2</u> | <u>0,6</u> | <u>14,8</u> | <u>0,4</u> | <u>8,9</u> |
| Méditerranée | | | | | | |
| dont Egypte | | 1,2 | | 2,2 | | 3,1 |
| Turquie | | 4,2 | | 8,5 | | 2,9 |
| Israël | | 5,1 | | 1,9 | | 2,9 |
| Yougoslavie | | | | | | 0,9 |
| Afrique | <u>0,08</u> | <u>10,7</u> | <u>0,5</u> | <u>13,4</u> | <u>0,4</u> | <u>10,3</u> |
| dont Maroc | | 3,1 | | | | 1,8 |
| Soudan | | | | 3,3 | | 1,6 |
| Togo | | 0,7 | | | | 1,6 |
| Kenya | | 0,8 | | 0,9 | | 1,0 |
| Tanzanie | | 0,7 | | 3,1 | | 1,0 |
| Zimbabwe | | | | | | 0,9 |
| Sierra Leone | | | | | | 0,8 |
| Zaire | | | | 0,9 | | 0,8 |
| Somalie | | | | 1,0 | | 0,8 |
| Asie | <u>0,2</u> | <u>27,3</u> | <u>0,7</u> | <u>17,7</u> | <u>0,8</u> | <u>19,7</u> |
| dont Inde | | 10,7 | | 4,1 | | 4,6 |
| Indonésie | | 5,0 | | 3,2 | | 3,8 |
| Chine | | | | | | 2,6 |
| Pakistan | | 7,3 | | 1,4 | | 2,5 |
| Sri Lanka | | | | | | 1,7 |
| Bangladesh | | | | 6,9 | | 1,5 |
| Birmanie | | 0,7 | | 0,8 | | 1,3 |
| Thaïlande | | 0,7 | | 1,3 | | 0,9 |
| Philippines | | | | | | 0,8 |
| TOTAL visible | <u>0,45</u> | <u>59,2</u> | <u>2,0</u> | <u>69,8</u> | <u>1,7</u> | <u>41,4</u> |
| AIDE TOTALE | <u>0,8</u> | <u>100</u> | <u>4,2</u> | <u>100</u> | <u>6,0</u> | <u>100</u> |
| Part du bilatéral dans l'aide totale | | | 74% | | 73% | |

FRANCE

Le Tiers Monde continue à tenir une large place dans l'encours des investissements de la France à l'étranger : environ 12 milliards de dollars sur un total de l'ordre de 40 en 1986. Toutefois la réorientation tout à fait importante des flux au cours de ces dernières années vers les pays industrialisés, et surtout vers les Etats Unis, commence à éroder une part relative du Tiers Monde qui se situe désormais autour de 27% du total mondial de l'encours, contre 40% en 1980, et 55% environ en 1970.

La répartition géographique de ces investissements¹¹ apparaît relativement moins concentré sur une région donnée que cela n'est le cas pour les autres pays industriels étudiés, surtout dans la période récente. L'Afrique accueille encore un tiers environ des investissements français (contre 50% en 1970). L'Amérique latine en reçoit un second tiers, soit une proportion nettement supérieure à ce que "pèse" les relations commerciales avec cette zone (15 à 20% des échanges avec le Tiers Monde). Le dernier tiers fait l'objet d'une redistribution caractérisée par une baisse de la part du Moyen-Orient (de 23 à 20% environ), et une percée de celle de L'Asie (de 6% à 15%).

Sur le plan commercial, on constate également une évolution vers une moindre concentration des échanges français, dont témoignent d'une part la réduction de la part de l'Afrique (sous réserve toutefois d'une analyse détaillée de l'influence des mouvements des prix des matières premières) et dans une moindre mesure de l'Amérique Latine, et d'autre part l'augmentation de celle de l'Asie.

Concernant les flux d'aide bilatérale, on peut noter, en dehors du poids spécifique des DOM-TOM, et de la permanence des flux destinés à l'Afrique :

- l'accroissement au cours de ces dernières années des flux destinés à L'Afrique du Nord,
- et, en Asie, l'augmentation récente de la part de L'Inde.

¹¹La France ne publiant pas d'information systématique sur la répartition géographique de ses flux d'investissements, le pourcentages cités dans cette étude résultent d'estimations réalisées à partir des ventilations données chaque année pour une trentaine de pays (souvent différents d'une année sur l'autre). La qualité de l'information concernant ce pays est probablement inférieure à celle des autres pays examinés.

REPARTITION GEOGRAPHIQUEFRANCEENCOURS DES INVESTISSEMENTS

| | <u>Amérique Latine</u> | <u>Moyen- Orient</u> | <u>Afrique</u> | <u>Asie</u> | <u>Ensemble PED</u> |
|------|----------------------------|--------------------------|----------------|-------------|-------------------------|
| 1970 | 32 % | 13 % | 50 % | 5 % | 100 % |
| 1980 | 37 % | 23 % | 34 % | 6 % | 100 % |
| 1983 | 35 % | 21 % | 31 % | 13 % | 100 % |
| 1986 | 34 % | 20 % | 31 % | 15 % | 100 % |

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|------|------|------|-------|
| 1970 | 20 % | 14 % | 57 % | 9 % | 100 % |
| 1980 | 13 % | 37 % | 40 % | 10 % | 100 % |
| 1983 | 15 % | 26 % | 46 % | 13 % | 100 % |
| 1986 | 16 % | 18 % | 45 % | 21 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|-------|------|-------|-------|------|
| 1970 | 15 % | 1 % | 38 % | 6,7% | 61 % |
| 1980 | 17,7% | 1,2% | 36,6% | 9,6% | 65 % |
| 1986 | 13,2% | 1,4% | 30,9% | 10,8% | 56 % |

A défaut d'information assez complètes sur la répartition sectorielle des investissements français, on peut seulement retenir des quelques données tirées d'un travail très minutieux mené par D. de Laubier, l'hypothèse d'un investissement manufacturier dans le Tiers Monde encore relativement peu développé, alors que les investissements dans le secteur primaire, et dans le secteur des services, en particulier la banque, font partie des secteurs traditionnels de la présence française dans les pays en développement.

ENCOURS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT A L'ETRANGER

F R A N C E

Montants estimés à partir des statistiques de flux.

Bénéfices réinvestis non compris.

Source : OCDE - Banque de France (Encours total d'après estimations OCDE).

| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|-------------------------------------|-------------|------------|----------------|-------------|----------------|-------------|----------------|---------------|
| | Mds F. | Mds \$ | Mds F. | Mds \$ | Mds F. | Mds \$ | Mds F. | Mds \$ |
| Cours moyen annuel : 5,55 F. = 1 \$ | | | 4,22 F. = 1 \$ | | 7,62 F. = 1 \$ | | 6,93 F. = 1 \$ | |
| Tous pays | 38 | 6,9 | 88 | 20,8 | 223 | 29,9 | 277 * | 60,0 * |
| Europe OCDE (CEE) | 10,5 | 1,9 | 29,5 | 7,0 | 75 | 9,8 | | |
| Etats-Unis | 5 | 0,9 | 19,0 | 4,5 | 63 | 8,3 | | |
| Japon | | | | | | 0,3 | | |
| Autres OCDE | 1,7 | 0,3 | 4,2 | 1,0 | 19 | 2,5 | | |
| <u>Pays Industriels</u> | <u>17,2</u> | <u>3,1</u> | <u>52,8</u> | <u>12,5</u> | <u>160</u> | <u>20,9</u> | <u>201 *</u> | <u>29,0 *</u> |
| <u>Pays à éco. planifiées</u> | | | | | | | | |
| Amerique Latine | 6,7 * | 1,2 * | 13 * | 3,0 * | 24 * | 3,1 * | 27,7 * | 4 * |
| Bresil | | | | | | | | |
| Argentine | | | | | | | | |
| Moyen-Orient | 2,8 * | 0,5 * | 8 * | 2,0 * | 14 * | 1,8 * | 16,6 * | 2,4 * |
| Afrique | 10,5 * | 1,9 * | 12 * | 2,8 * | 21 * | 2,9 * | 25,6 * | 3,7 * |
| Asie | 1,2 * | 0,2 * | 2 * | 0,5 * | 9 * | 1,2 * | 12,5 * | 1,8 * |
| <u>Pays en développement</u> | <u>21,2</u> | <u>3,8</u> | <u>35</u> | <u>8,3</u> | <u>68</u> | <u>9,0</u> | <u>76 *</u> | <u>12,0</u> |
| <u>Part PED/Total</u> | | 55% | | 40% | | 30% | | |

* données reconstituées

REPARTITION SECTORIELLE DE L'INVESTISSEMENT

F R A N C E

Source : d'après B. de LAUBIER (1) après exclusion du "non ventilé" des flux totaux pour les deux dernières colonnes.

| | 1973-76 | 1977-80 | 1978-80 | 1981-83 | 1984-86 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|
| DANS LE MONDE : | | | | | |
| FLUX CUMULES SUR 3 ANS | | | | | |
| Part en % | 100% | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + ind. minières et pétrol. | | | 16% | 38% | 23% |
| 2. Industries manufacturières | 32% | 6% | 45% | 32% | 38% |
| 3. Services | | | 39% | 30% | 39% |
| dont (Banques-Ass.) | | | (14%) | (7%) | (5%) |
| (commerce) | | | (19%) | (16%) | (24%) |
| DANS LE TIERS-MONDE | | | | | |
| FLUX CUMULES SUR 3 ANS | | | | | |
| Part en % | | | | | |
| 1. Agriculture + ind. minières et pétrol. | | | | | |
| 2. Industries manufacturières | 28% | 21% | | | |
| 3. Services | | | | | |

(1) 1973-1980 :
1980-1986 : Le percée des services dans les inv. internationaux, O.C.I.E.

COMMERCE

FRANCE

en milliards de \$ courants;

Source : FMI-OCDE

| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| Tous pays | 17 | 19 | 111 | 130 | 9* | 104 | 120 | 128 |
| Europe (CEE) | 11 (9,6) | | 71 (57,8) | 75 (52,4) | 35 (45) | 63 (52) | 79 (69) | 86 (77) |
| Etats-Unis | 1 | | 5 | 11 | 5 | 8 | 9 | 10 |
| Japon | 0,1 | 0,2 | 1 | 3 | 1 | 3 | 2 | 5 |
| Autres OCDE | 0,5 | 0,7 | 1 | 2 | 1 | 1 | 2 | 2 |
| S/Total pays ind. | 13 | 14 | 78 | 90 | 63 | 75 | 92 | 103 |
| Pays à éco. planifiées | 0,8 | 0,5 | 5,7 | 5,6 | 4,0 | 4,1 | 3,5 | 4,9 |
| (Yougoslavie) | (0,1) | (0,05) | (0,7) | (0,3) | (0,4) | (0,3) | (0,5) | (0,5) |
| Amerique Latine | 0,7 | 0,6 | 4,3 | 3,7 | 3,7 | 3,5 | 4,0 | 3,1 |
| Bresil | (0,08) | (0,2) | (0,7) | (1,2) | (0,6) | (0,1) | (0,7) | (1,2) |
| Mexique | (0,1) | (0,02) | (0,5) | (0,7) | (0,5) | (0,7) | (0,3) | (0,3) |
| Argentine | (0,07) | (0,1) | (0,4) | (0,3) | (0,2) | (0,3) | (0,3) | (0,2) |
| Moyen-Orient | 0,5 | 0,9 | 5,5 | 17,4 | 5,3 | 7,4 | 3,6 | 4,1 |
| Afrique | 2,0 | 2,2 | 14,7 | 9,7 | 11,3 | 10,7 | 11,3 | 8,4 |
| Asie | 0,3 | 0,2 | 2,6 | 3,4 | 3,2 | 2,8 | 4,7 | 4,5 |
| Hong-Kong | (0,03) | (0,01) | (0,3) | (0,4) | (0,3) | (0,3) | (0,5) | (0,5) |
| Corée du Sud | (0,02) | | (0,1) | (0,4) | (0,2) | (0,3) | (0,6) | (0,6) |
| Singapour | (0,03) | (0,01) | (0,3) | (0,4) | (0,4) | (0,2) | (0,4) | (0,3) |
| Pays en développement | 3,5 | 6 | 27 | 34 | 23,5 | 24,5 | 23,5 | 20 |
| Part PED/total | 22% | 21% | 24% | 26% | 26% | 24% | 20% | 16% |
| (OPEP) | (1,0) | (1,9) | (9,8) | (25,1) | (8,7) | (13,3) | (6,6) | (7,5) |

AIDE BILATERALE

FRANCE

(Source CAD-OCDE)

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|---|-------------|--------------|------------|--------------|------------|--------------|
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| Amerique Latine | 0,16 | 14,8 | 0,8 | 17,7 | 0,6 | 13,2 |
| Martinique | | 7,0 | | 11,7 | | 6,6 |
| Guadeloupe | | 5,7 | | 1,5 | | 3,3 |
| Guyane | | 2,1 | | 2,2 | | 2,0 |
| Mexique | | | | 0,8 | | 1,3 |
| Afrique | 0,43 | 39,5 | 1,7 | 37,8 | 1,5 | 32,3 |
| Réunion | | 9,7 | | 13,0 | | 8,5 |
| Maroc | | 2,8 | | 3,3 | | 3,4 |
| Sénégal | | 1,8 | | 2,7 | | 2,5 |
| Mali | | | | 1,3 | | 2,0 |
| Côte d'Ivoire | | 2,6 | | 2,3 | | 1,9 |
| Madagascar | | 2,2 | | 1,3 | | 1,6 |
| Egypte | | 0,8 | | 1,2 | | 1,4 |
| Cameroun | | 1,5 | | 2,1 | | 1,4 |
| Congo | | 0,8 | | 1,1 | | 1,4 |
| Tunisie | | 2,2 | | 1,6 | | 1,3 |
| RCA | | 0,8 | | 1,6 | | 1,2 |
| Niger | | 1,4 | | 1,3 | | 1,1 |
| Algérie | | 8,8 | | 1,8 | | 1,1 |
| Gabon | | 1,0 | | 0,9 | | 1,0 |
| Djibouti | | 1,0 | | | | 0,9 |
| Tchad | | 1,5 | | | | 0,9 |
| Mauritanie | | | | | | 0,7 |
| Asie-Océanie | 0,09 | 6,7 | 0,4 | 9,6 | 5 | 10,8 |
| Polynésie | | 1,9 | | 3,6 | | 4,5 |
| Nouvelle-Calédonie | | 2,9 | | 4,2 | | 3,9 |
| Inde | | 1,8 | | 0,7 | | 9,6 |
| Indonésie | | 2,1 | | 1,1 | | 0,8 |
| Total ventilé | 0,68 | 61,0 | 2,9 | 63,1 | 2,6 | 56,3 |
| Aide totale | 1,1 | 100,0 | 4,6 | 100,0 | 4,7 | 100,0 |
| Pour mémoire: Part du bilatéral dans l'aide totale | 90% | | 85% | | 82% | |

ITALIE

Entre 1983 et 1986, les investissements italiens à l'étranger sont passés de 9 à 25 milliards de dollars, mais ceux à destination du Tiers Monde de 3 à 6 milliards seulement. Représentant encore 35% à 40% des investissements italiens à l'étranger dans les années 1970, les pays en voie de développement ont vu leur part relative nettement diminuer durant ces dernières années. Les stratégies des sociétés italiennes semblent ainsi se rapprocher de celles de leurs voisines allemandes, plus centrées sur les pays industriels : la part du Tiers Monde ne compterait plus désormais que pour 24% des investissements totaux italiens (contre 21% dans le cas de la RFA et 27% dans celui de la France), alors qu'en 1980 encore le ratio italien était encore de 42%, celui de la France de 40% et celui de la RFA déjà de 24%.

L'orientation géographique de ces investissements a fait l'objet, il est vrai, de profondes transformations au cours de ces dernières années, d'autant plus sensibles que les montants en jeu sont relativement moins importants que ceux des principaux pays investisseurs. Les relations traditionnelles avec l'Afrique et le Moyen-Orient (plus de 70% des investissements italiens dans les PED en 1970) se sont relâchées, tandis que progressait très rapidement la part de l'Amérique Latine (désormais entre 70% et 80% de l'encours dans le Tiers Monde). Ce développement des investissements en Amérique Latine ne paraît toutefois pas avoir d'influence notable sur les échanges commerciaux, qui restent à un niveau modeste avec cette région (15% du commerce de l'Italie avec les PED).

A noter, la très grande concentration de ces investissements latino-américains de l'Italie dans deux pays : le Brésil et l'Argentine (longtemps premier partenaire commercial dans la région, mais qui est maintenant supplantée par le Brésil) qui comptent respectivement pour 35% et 30% des investissements totaux de l'Italie dans le Tiers Monde.

Il ne semble pas y avoir de liaison entre les orientations l'investissement italien et les choix gouvernementaux en matière d'aide au développement : ainsi, l'aide à l'Amérique Latine ne dépasse-t-elle pas 3% du total. Au contraire, les relations tra-

ditionnelles de l'Italie avec l'Afrique et le Moyen-Orient pesent toujours d'un poids important dans ce domaine de l'aide, et l'on compte parmi les pays privilégiés l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan et à un moindre degré l'Egypte, et la Turquie. On remarque également une aide de longue date au Pakistan.

Les relations avec les pays de l'Est sur lesquels l'Italie donne des informations partielles, sont restées marginales sur le plan des investissements, bien qu'un rattrapage s'opère en fin de période avec un triplement de l'encours en valeur nominale (de 200 millions de lires en 1983 à 600 en 1986), soit un rythme finalement plus rapide que celui des investissements en Asie qui constitue l'autre zone d'intérêt privilégiée de l'Italie dans la période récente : rapportées au montant total des investissements italiens dans le Tiers Monde, les parts de l'Est et de l'Asie sont, il est vrai, respectivement de 9.6% et de 5% en 1986 (contre 3,8% et 2% en 1980).

REPARTITION GEOGRAPHIQUE

ITALIE

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS

| | Amérique Latine | Moyen- Orient | Afrique | Asie | Ensemble PED |
|------|--------------------|------------------|---------|------|-----------------|
| 1970 | 28 % | 24 % | 47 % | 1 % | 100 % |
| 1980 | 74 % | 10 % | 14 % | 2 % | 100 % |
| 1983 | 78 % | 9 % | 10 % | 3 % | 100 % |
| 1986 | 79 % | 8 % | 8 % | 5 % | 100 % |

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|-------|------|------|-------|
| 1970 | 25 % | 30,5% | 35 % | 9,5% | 100 % |
| 1980 | 15 % | 37 % | 38 % | 10 % | 100 % |
| 1983 | 13 % | 39 % | 38 % | 10 % | 100 % |
| 1986 | 14 % | 27 % | 40 % | 19 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|------|-------|-------|-------|-------|
| 1970 | 3,1% | 26,5% | 18,4% | 21,1% | 69,1% |
| 1980 | 0,8% | 1,1% | 10,3% | 1,4% | 13,6% |
| 1986 | 0,6% | 3,4% | 35 % | 4,6% | 43,6% |

L'analyse sectorielle de l'investissement italien dans le Tiers Monde met surtout en évidence l'importance accordée, tout au long des années 70, sinon plus récemment, au secteur primaire (57% du total des investissements dans les PED, soit la proportion apparemment la plus élevée de tout les pays étudiés). Les investissements manufacturiers partent d'un niveau assez bas, mais progressent sensiblement, comme c'est le cas dans le reste des pays industriels. Une amplification de la tendance était déjà sensible au début des années 80, avant que l'Italie ne commence à développer également le secteur des services, et surtout de la Banque (dont la part dans l'ensemble des investissements extérieurs italiens passe de 21% à 42% entre 1980 et 1986).

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS A L'ETRANGER

ITALIE

(bénéfices réinvestis non compris)

Source : OCDE-B. d'Italie

| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1984 | |
|--|--------------|--------------|----------------|--------------|----------------|---------------|--------------------------|-----------------------|
| | 625 L. = 18 | | 856 L. = 18 | | 1519 L. = 18 | | 1491 L. = 18 | |
| Cours moyen annuel | Mds L. | Mds \$ | Mds L. | Mds \$ | Mds L. | Mds \$ | Mds L. | Mds \$ |
| Tous pays | 1290 | 2,0 | 6438 | 7,5 | 13243 | 8,7 | 37275 | 25,0 |
| Europe OCDE (CEE) | 675 (396) | 1,1 (0,6) | 3044 (2480) | 3,6 (2,9) | 6200 (4389) | 4,1 (2,9) | 22487 (17176) | 15,4 (11,5) |
| Etats-Unis | 127 | 0,2 | 557 | 0,6 | 1672 | 1,1 | 4298 | 2,9 |
| Japon | | | | | | 0,06 | 279 | 0,2 |
| Autres OCDE | 15 | 0,02 | 96 | 0,1 | 310 | 0,2 | 500 | 0,3 |
| Pays Industriels (y compris off shore) | 817 | 1,3 | 3700 | 4,3 | 8343 | 5,5 (0,04) | 27332 | 18,5 (0,04) |
| Pays à éco. planifiées (dont Yougoslavie) | 10 | 0,02 | 32 | 0,03 | 200 | 0,1 | 600 | 0,4 |
| OPEP | 203 | 0,32 | 586 | 0,7 | 600 | 0,4 | 1044 | 0,7 |
| Autres Amérique Latine (dont Brésil Argentine) | 101 | 0,16 | 1824 | 2,1 | 5600 | 2,4 | 6859 (3737) (2803) | 4,6 (2,1) (1,8) |
| Autres Moyen-Orient | | | 5 | 0,0 | 100 | 0,06 | 298 | 0,2 |
| Autres Afrique | 156 | 0,25 | 274 | 0,3 | 300 | 0,2 | 447 | 0,3 |
| Autres Asie | 4 | 0,00 | 17 | 0,02 | 100 | 0,06 | 298 | 0,2 |
| Pays en développement | 464 | 0,7 | 2706 | 3,1 | 4700 | 3,1 | 8946 | 6,0 |
| Part PEB/TOTAL | 35% | 35% | 42% | 42% | 35% | | 24% | 24% |
| Non ventilé | | | 3 | | | | | |

données reconstruites

REPARTITION SECTORIELLE DE L'INVESTISSEMENT

ITALIE

Source : 1971 et 1978 : Centre des N.U. sur les sociétés trans-nationales, cité par l'OCDE.

1980 et 1986 : déclarations italiennes à l'OCDE.

| DANS L'ENCOURS TOTAL | 1971 | 1978 | 1980 | 1986 |
|---|------|------|---------------|---------------|
| Montant en milliards de \$ | 2,3 | 4,7 | 7,5 | 24,2 |
| Part en % | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + Ind. minières et petrol. | 25% | 30% | 20% | 13% |
| 2. Industries manufacturières | 26% | 32% | 50% | 29% |
| 3. Services | 48% | 38% | 30% | 58% |
| dont (Banques-Ass.) (commerce) | | | (21%) (5%) | (47%) (7%) |
| DANS LE TIERS-MONDE | | | | |
| Montant en milliards de \$ | 0,9 | 2,5 | 3,1 | 4,1 |
| Part en % | 100% | 100% | 100% | 100% |
| 1. Agriculture + Ind. minières et petrol. | 54% | 57% | | |
| 2. Industries manufacturières | 24% | 32% | | |
| 3. Services | 22% | 11% | | |

COMMERCE

ITALIE

(en milliards de \$ courants)

Source OCDE-FMI

| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|-------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| Tous pays | 12 | 14 | 77 | 100 | 72 | 80 | 96 | 100 |
| Europe (OCDE) | 8 | 7,8 | 47 | 53 | 42 | 42 | 62 | 65 |
| (CEE) | (6,3) | (6,8) | (38) | (44) | (33,6) | (34) | (52) | (55) |
| Etats-Unis | 1,3 | 1,5 | 4,1 | 7 | 5,6 | 4,8 | 10,5 | 6 |
| Japon | 0,1 | 0,2 | 0,7 | 1,3 | 0,7 | 1,1 | 1,3 | 2 |
| Autres OCDE | 0,1 | 0,1 | 0,8 | 0,6 | 0,7 | 0,5 | 0,8 | 0,6 |
| Pays Industriels | 9,5 | 9,6 | 53 | 62 | 50 | 49 | 75 | 74 |
| Pays à éco. planifiées | 0,8 | 0,9 | 4,3 | 6,4 | 4,1 | 6,4 | 4,7 | 5,6 |
| (dont Yougoslavie) | (0,4) | (0,3) | (1,2) | (0,9) | | (1,0) | (1,3) | (1,3) |
| Amerique Latine | 0,5 | 0,8 | 2,9 | 4,3 | 1,8 | 3,8 | 2,3 | 3,0 |
| dont Bresil | (0,08) | (0,2) | (0,4) | (1,0) | (0,2) | (1,0) | (0,4) | (1,1) |
| Argentine | (0,12) | (0,3) | (0,6) | (0,5) | (0,3) | (0,6) | (0,3) | (0,4) |
| Moyen-Orient | 0,4 | 1,2 | 6,1 | 12,6 | 7,5 | 9,2 | 5,0 | 5,0 |
| Afrique | 0,6 | 1,2 | 7,9 | 10,9 | 6,4 | 9,9 | 5,2 | 9,1 |
| Asie | 0,3 | 0,2 | 1,9 | 2,9 | 2,2 | 2,1 | 3,7 | 3,1 |
| Pays en développement | 1,8 | 3,4 | 19 | 31 | 18 | 25 | 16 | 20 |
| Part % PED/TOTAL | 15% | 24% | 25% | 31% | 25% | 31% | 17% | 20% |
| (OPEP) | | | | | | | | |

AIDE BILATERALE

ITALIE

Source CAD-OCDE

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|---|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|--------------|
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| Amerique Latine | 0,005 | 3,1 | 0,005 | 0,8 | 0,01 | 0,6 |
| dont Salvador | | | | | | 0,6 |
| Moyen-Orient - Méditerranée | 0,05 | 26,5 | 0,007 | 1,1 | 0,06 | 3,4 |
| dont Turquie | | 7,4 | | | | 1,6 |
| Egypte | | 9,6 | | 0,6 | | 1,1 |
| Jordanie | | | | | | 0,7 |
| Afrique | 0,04 | 18,4 | 0,07 | 10,3 | 0,63 | 35,0 |
| dont Ethiopie | | 2,8 | | 1,7 | | 6,7 |
| Somalie | | 4,0 | | 3,9 | | 6,2 |
| Soudan | | 0,1 | | 0,2 | | 4,6 |
| Mozambique | | | | 0,8 | | 2,4 |
| Tanzanie | | 2,3 | | 0,9 | | 1,8 |
| Tunisie | | | | 0,2 | | 1,8 |
| Tchad | | | | | | 1,4 |
| Angola | | | | | | 1,4 |
| Sénégal | | | | | | 1,3 |
| Cap-Vert | | | | | | 1,3 |
| Ouganda | | | | | | 1,2 |
| Bourkina | | | | | | 1,1 |
| Zaire | | | | 0,4 | | 1,1 |
| Kenya | | 1,2 | | | | 1,1 |
| Niger | | | | | | 1,0 |
| Mali | | | | | | 1,0 |
| Mauritanie | | | | | | 0,9 |
| Cameroun | | 0,4 | | | | 0,6 |
| Asie | 0,04 | 21,1 | 0,01 | 1,4 | 0,08 | 4,4 |
| dont Pakistan | | 3,7 | | 0,2 | | 2,0 |
| Chine | | | | | | 1,3 |
| Inde | | 1,2 | | | | 1,3 |
| TOTAL ventilé | 0,13 | 69,1 | 0,09 | 13,4 | 0,78 | 43,4 |
| AIDE TOTALE | 0,2 | 100,0 | 0,7 | 100,0 | 1,4 | 100,0 |
| Pour mémoire : Part du bilatéral dans l'aide totale | 72% | | 77% | | 65% | |

AUTRICHE

Les investissements autrichiens dans le Tiers Monde sont de faibles montants en valeur absolue : de l'ordre de 9 milliards de Shillings en 1986, soit 600 millions de dollars sur un total d'environ 2.4 milliards de dollars. Pourtant, leur part ne paraît négligeable :

- ni si on la mesure par rapport à l'ensemble des flux d'investissements à l'étranger : de 17% des investissements dans l'ensemble du monde en 1970, cette part tend même à augmenter jusqu'à 26% en 1986,

- ni, non plus, si on la compare au montant des investissements dans les pays de l'Est, tel que l'on peut l'appréhender d'après les statistiques officielles : environ 600 millions de dollars d'investissements dans les PED, contre 50 environ à l'Est, alors que les échanges commerciaux avec l'Est n'ont cessé d'être de montants supérieurs à ceux des échanges avec le Tiers Monde.

L'analyse par région révèle une forte concentration de l'investissement autrichien en Afrique dans les années 70 (90% du total) qui tend à s'estomper au profit du Moyen-Orient (55% en 1983, contre 40% pour l'Afrique). Ces tendances sont à rapprocher d'un effort accru d'aide dans cette partie du monde (avec une place privilégiée de l'Algérie et de l'Égypte).

La stratégie d'investissement des sociétés autrichiennes semble relativement indépendante de celle qui préside à la répartition des flux d'échanges commerciaux : les parts respectives de l'Afrique et du Moyen-Orient dans le commerce restent en effet respectivement autour de 30% et de 20%; et une redistribution des cartes semble s'opérer actuellement entre l'Amérique Latine, région privilégiée des années 70 (33% des échanges autrichiens avec les PED en 1970, et seulement 7% en 1986), et l'Asie dont la part passe de 20% à 30% pendant la même période.

En conclusion, l'Autriche a une structure d'échange très ouverte à l'échelle mondiale, mais privilégie plutôt les relations de proximité lorsqu'il s'agit de ses investissements, ou de la distribution de son aide au Tiers Monde.

REPARTITION GEOGRAPHIQUEAUTRICHEENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS

| | <u>Amérique Latine</u> | <u>Moyen- Orient</u> | <u>Afrique</u> | <u>Asie</u> | <u>Ensemble PED</u> |
|------|----------------------------|--------------------------|----------------|-------------|-------------------------|
| 1970 | 0 % | 0 % | 90 % | 10 % | 100 % |
| 1980 | 7 % | 0 % | 79 % | 14 % | 100 % |
| 1983 | 3 % | 55 % | 39 % | 3 % | 100 % |

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|------|------|------|-------|
| 1970 | 33 % | 22 % | 25 % | 20 % | 100 % |
| 1980 | 20 % | 20 % | 40 % | 20 % | 100 % |
| 1983 | 15 % | 32 % | 32 % | 20 % | 100 % |
| 1986 | 7 % | 20 % | 31 % | 30 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|------|-------|-------|-------|-------|
| 1970 | 2,7% | 3,4% | 15,1% | 25,2% | 46,4% |
| 1980 | 1,9% | 0,03% | 23,2% | 31,5% | 56,6% |
| 1986 | 2,3% | 16,4% | 45,1% | 5,6% | 70,0% |

ENCOURS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT A L'ETRANGER

AUTRICHE

Montants estimés à partir des statistiques de flux, bénéfiques réinvestis non comorés.

Source : OCDE

| Cours moyen annuel : | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|------------------------------|--------|---------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|
| | Mds S. | Mds \$ | Mds S. | Mds \$ | Mds S. | Mds \$ | Mds S. | Mds \$ |
| Tous pays | | 0,08 | 9,3 | 0,7 | 25 | 1,4 * | 36,8 | 2,6 |
| Europe | | 0,05 | 5,4 | 0,42 | 13 | 0,73 * | | |
| (CEE) | | (0,04) | (4,8) | (0,37) | (11,7) | (0,65) * | | |
| Etats-Unis | | 0,01 | 1,4 | 0,11 | 5,0 | 0,28 * | | |
| Japon | | | | | | | | |
| Autres OCDE | | 0,004 | 0,4 | 0,03 | 0,5 | 0,03 | | |
| Pays Industriels | | 0,065 | 7,5 | 0,58 | 18,7 | 1,04 * | | 1,8 |
| Pays à éco. planifiées | | 0,001 | 0,13 | 0,01 | 0,5 | 0,03 | | 0,05 |
| (dont Yougoslavie) (URSS) | | (0,001) | (0,13) | (0,01) | | | | |
| Amérique Latine | | | 0,13 | 0,01 | 0,2 | 0,01 | | |
| Moyen-Orient | | | | | 3,6 | 0,2 | | |
| Afrique | | 0,012 | 1,42 | 0,11 | 2,5 | 0,14 | | |
| Asie | | 0,001 | 0,24 | 0,02 | 0,3 | 0,02 | | |
| Pays en développement | | 0,014 | 1,68 | 0,14 | 6,5 | 0,36 | | 0,6 |
| Part: PED/Total | | 17% | 18% | 20% | 26% | 26% | | |

* données reconstituées

COMMERCE

AUTRICHE

(en milliards de \$ courants)

Source : FMI-OCDE

| | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1984 | |
|--|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| <u>Tous pays</u> | <u>2,7</u> | <u>3,2</u> | <u>17</u> | <u>23</u> | <u>15</u> | <u>19,5</u> | <u>22</u> | <u>27</u> |
| Europe | 1,9 | 2,5 | 12 | 17 | 10 | 14 | 16 | 20 |
| (CFE) | | | (9,6) | (15) | (8) | (12) | (14) | (18) |
| Etats-Unis | 0,1 | 0,1 | 0,4 | 0,8 | 0,5 | 0,6 | 0,9 | 0,8 |
| Japon | 0,01 | 0,03 | 0,1 | 0,6 | 0,2 | 0,7 | 0,3 | 1,2 |
| Autres OCDE | 0,05 | 0,05 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,1 | 0,2 | 0,2 |
| <u>S/Total/pays industrialisés</u> | <u>2,1</u> | <u>2,7</u> | <u>12,6</u> | <u>18,4</u> | <u>10,8</u> | <u>15,4</u> | <u>17,4</u> | <u>22,2</u> |
| <u>Pays à éco. planifiées</u> (Yougoslavie) | <u>0,4</u> | <u>0,3</u> | <u>2,7</u> | <u>2,6</u> | <u>1,9</u> | <u>2,2</u> | <u>2,7</u> | <u>2,5</u> |
| | | | (0,6) | (0,2) | (0,5) | (0,2) | (0,5) | (0,4) |
| Amerique Latine | 0,04 | 0,09 | 0,25 | 0,46 | 0,16 | 0,44 | 0,25 | 0,5 |
| Moyen-Orient | 0,06 | 0,03 | 0,71 | 0,11 | 0,95 | 0,34 | 0,68 | 0,15 |
| Afrique | 0,05 | 0,05 | 0,78 | 0,81 | 0,63 | 0,67 | 0,56 | 0,73 |
| Asie | 0,04 | 0,04 | 0,32 | 0,50 | 0,33 | 0,44 | 0,57 | 0,67 |
| <u>Pays en développement</u> | <u>0,2</u> | <u>0,2</u> | <u>2,1</u> | <u>1,9</u> | <u>2,1</u> | <u>1,9</u> | <u>2,1</u> | <u>2,1</u> |
| Part PED/total (OPEP) | 7% | 6% | 12% | 8% | 14% | 10% | 9,5% | 7,7% |

AIDE BILATERALE

AUTRICHE

Source CAD

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|---|---------------|-------------|--------------|-------------|--------------|-------------|
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| <u>Amerique Latine</u> | <u>0,0005</u> | <u>2,7</u> | <u>0,004</u> | <u>1,9</u> | <u>0,005</u> | <u>2,3</u> |
| Nicaragua | | | | 0,6 | | 1,4 |
| Guatemala | | 0,2 | | 0,4 | | 0,7 |
| Mexique | | 0,3 | | | | 0,2 |
| <u>Moyen-Orient-Mediterranee</u> | <u>0,0007</u> | <u>3,4</u> | <u>0,06</u> | <u>0,03</u> | | <u>16,4</u> |
| Egypte | | | | 2,1 | | 9,3 |
| Turquie | | 0,8 | | 0,1 | | 3,3 |
| Iran | | 0,2 | | 2,1 | | 2,8 |
| Yougoslavie | | | | 1,0 | | 1,0 |
| <u>Afrique</u> | <u>0,003</u> | <u>15,1</u> | <u>0,05</u> | <u>23,2</u> | <u>0,09</u> | <u>45,1</u> |
| Algerie | | 7,3 | | 15,3 | | 38,6 |
| Mozambique | | | | 0,5 | | 1,0 |
| Tunisie | | 0,8 | | 2,9 | | 0,9 |
| Cap Vert | | | | 0,6 | | 0,8 |
| Ethiopie | | 0,1 | | | | 0,7 |
| Kenya | | 0,6 | | | | 0,7 |
| Angola | | | | | | 0,6 |
| Rwanda | | | | | | 0,6 |
| Soudan | | 5,0 | | | | 0,3 |
| Tanzanie | | 0,1 | | 1,6 | | 0,3 |
| Nigeria | | 0,6 | | 1,7 | | 0,3 |
| Zimbabwe | | | | | | 0,3 |
| <u>Asie</u> | <u>0,005</u> | <u>25,2</u> | <u>0,06</u> | <u>31,5</u> | <u>0,01</u> | <u>5,6</u> |
| Philippines | | | | 1,8 | | 2,7 |
| Inde | | | | 2,4 | | 1,8 |
| Corée | | | | | | 0,6 |
| Taiwan | | | | 0,6 | | 0,5 |
| Total ventilé | | <u>46,4</u> | | <u>56,6</u> | | <u>79</u> |
| AIDE TOTALE | <u>0,02</u> | | <u>0,2</u> | | <u>0,2</u> | |
| Pourcentage : Part du bilatéral dans l'aide totale | | | | | 81% | |

SUISSE

D'après les données réunies par le Centre de Développement de l'OCDE (Investir dans le tiers Monde, 1983), la Suisse a assuré au cours de la décennie 70 un flux régulier d'investissements dans le Tiers Monde ne dépassant pas 2% du montant total des flux en provenance des pays industriels, soit 200 à 300 millions de dollars par an. L'encours suisse dans le Tiers Monde serait, selon cette même source, de 3.1 milliards de dollars en 1980, soit un montant plaçant la Suisse au 9ème rang mondial, entre la Belgique et l'Italie.

Ces données sont à rapprocher d'un encours total des investissements suisses dans le monde que Dunning et Stopford¹² évaluent à 35.7 milliards de dollars à cette même date, situant ainsi la Suisse au 5ème rang mondial, après les Etats Unis, le Royaume Uni, la RFA, et les Pays Bas (le Japon est encore en 1980 au 6ème rang avec un encours de l'ordre de 20 milliards de dollars).

La part du Tiers Monde dans les investissements suisses à l'étranger apparaît donc relativement mineure puisqu'elle ne dépasse pas 10% du total, contre 20% en moyenne dans le cas des autres pays européens.

Sur le plan commercial, la Suisse continue à tirer de ses relations avec le Tiers Monde de substantiels excédents : les pays en développement représentent en effet 17% des exportations suisses, contre 7% pour les importations, permettant à la Suisse de réaliser un surplus de près de 4 milliards de dollars en 1986, dont 1,4 résultent du commerce avec l'Asie qui représente désormais 41% des échanges commerciaux de la Suisse avec le Tiers Monde (contre 23% en 1970). La part de l'Amérique Latine a très nettement régressé de 36% en 1970 à 17% en 1986, et le Moyen-Orient et l'Afrique se maintiennent désormais chacun autour de 20%, après une sensible augmentation à la fin des années 80.

La Suisse présente ainsi un type de relations avec le Tiers Monde que l'on pourrait situer à l'opposé de celui des Etats Unis: combinant une très faible délocalisation de la production, et de forts excédents commerciaux.

¹²Multinationals, Company Performances and Global Trends, McMillan, London, 1983, cité dans Tendances récentes des investissements directs internationaux, OCDE, 1987.

REPARTITION GEOGRAPHIQUESUISSE

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS

| Amérique Latine | Moyen- Orient | Afrique | Asie | Ensemble PED |
|--------------------|------------------|---------|------|-----------------|
|--------------------|------------------|---------|------|-----------------|

La Suisse ne publie pas d'information sur la répartition géographique de ses investissements.

FLUX COMMERCIAUX

| | | | | | |
|------|------|------|------|------|-------|
| 1970 | 36 % | 19 % | 22 % | 23 % | 100 % |
| 1980 | 21 % | 31 % | 23 % | 25 % | 100 % |
| 1983 | 17 % | 30 % | 26 % | 27 % | 100 % |
| 1986 | 19 % | 21 % | 19 % | 41 % | 100 % |

FLUX D'AIDE AU DEVELOPPEMENT

| | | | | | |
|------|------|------|-------|-------|-------|
| 1970 | 7 % | 3,6% | 13,8% | 24 % | 48,4% |
| 1980 | 4 % | 3,8% | 15,6% | 10,7% | 34,1% |
| 1986 | 5,5% | 0 % | 37,8% | 12,2% | 55,5% |

ENCOURS DE L'INVESTISSEMENT DIRECT A L'ETRANGER

S U I S S E

Source : OCDE

| cours moyen annuel | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|------------------------------|--------------------------|------------|--------------------------|-------------|--------------------------|--------------|--------------------------|-------------|
| | 4,37 FS = 1 \$ Rds FS | Rds \$ | 1,67 FS = 1 \$ Rds FS | Rds \$ | 2,09 FS = 1 \$ Rds FS | Rds \$ | 1,80 FS = 1 \$ Rds FS | Rds \$ |
| <u>Tous pays</u> | | | <u>21,4</u> | <u>35,7</u> | <u>17,9</u> | <u>37,4</u> | <u>25 *</u> | <u>45 *</u> |
| <u>Pays industrialisés</u> | | | <u>19,5</u> | <u>32,6</u> | <u>16,1</u> | <u>33,8</u> | | |
| <u>Pays en développement</u> | <u>0,2</u> | <u>0,9</u> | <u>1,9</u> | <u>3,1</u> | <u>1,8</u> | <u>3,6 *</u> | | |
| Part PED/total | | | | 8,7% | | 9% | | |

Remarque :

La Suisse publie depuis 1983 des statistiques globales d'investissements à l'étranger. D'après ces informations, le montant cumulé des investissements de 1983 à 1986 serait de 7,6 milliards de dollars. Les autres données sont reprises de DUNNING et STOPFORD ("Multinationals Company Performance and Global Trends" Mc MILLAN (Londres 1983) et de "Investir dans le Tiers-Monde (OCDE 1983).

* données reconstituées

COMMERCE

S U I S S E

(en milliards de S courants)

Source : FMI-OCDE

| Tous pays | 1970 | | 1980 | | 1983 | | 1986 | |
|------------------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|-------------|------------|------------|------------|
| | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. | Exp. | Imp. |
| <u>Tous pays</u> | <u>4,7</u> | <u>6,0</u> | <u>29</u> | <u>36</u> | <u>25,5</u> | <u>29</u> | <u>32</u> | <u>41</u> |
| Europe | 2,9 | 4,6 | 18 | 27 | 15,5 | 21 | 24 | 33 |
| (CEE) | (2,4) | (4,4) | (15) | (24) | (12,6) | (19) | (20) | (30) |
| Etats-Unis | 0,5 | 0,5 | 2,1 | 2,4 | 2,2 | 2,4 | 3,5 | 2,2 |
| Japon | 0,16 | 0,14 | 0,8 | 1,2 | 0,7 | 1,1 | 1,2 | 1,9 |
| Autres OCDE | 0,1 | 0,06 | 0,4 | 0,3 | 0,5 | 0,2 | 0,3 | 0,2 |
| <u>S/total pays industrialises</u> | <u>3,7</u> | <u>5,3</u> | <u>21,3</u> | <u>31</u> | <u>19</u> | <u>25</u> | <u>30</u> | <u>37</u> |
| <u>Pays a eco. planifiees</u> | <u>0,25</u> | <u>0,15</u> | <u>1,4</u> | <u>1,5</u> | <u>1,0</u> | <u>1,0</u> | <u>1,5</u> | <u>0,9</u> |
| Amerique Latine | 0,3 | 0,15 | 1,4 | 0,7 | 0,9 | 0,5 | 1,2 | 0,6 |
| Moyen-Orient | 0,18 | 0,06 | 2,1 | 0,9 | 2,1 | 0,4 | 1,7 | 0,3 |
| Afrique | 0,10 | 0,17 | 1,4 | 0,9 | 1,1 | 1,1 | 1,0 | 0,7 |
| Asie | 0,21 | 0,08 | 1,4 | 1,0 | 1,5 | 0,8 | 2,6 | 1,2 |
| <u>Pays en developpement</u> | <u>0,78</u> | <u>0,46</u> | <u>6,3</u> | <u>3,5</u> | <u>5,5</u> | <u>2,8</u> | <u>6,5</u> | <u>2,8</u> |
| Part PIB/TOTAL (OPEP) | 16% | 8% | 22% | 10% | 21% | 10% | 17% | 7% |

AIDE BILATERALE

Source : CAD

S U I S S E

| | 1970 | | 1980 | | 1986 | |
|---|--------------|-------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| | Mds \$ | % | Mds \$ | % | Mds \$ | % |
| <u>Amerique Latine</u> | <u>0,002</u> | <u>7,0</u> | <u>0,01</u> | <u>4,0</u> | <u>0,01</u> | <u>5,5</u> |
| Bolivie | | 0,5 | | 1,0 | | 1,9 |
| Honduras | | | | 1,3 | | 1,5 |
| Pérou | | 1,7 | | 1,1 | | 1,2 |
| Nicaragua | | | | | | 0,9 |
| <u>Moyen-Orient-Mediterranee</u> | <u>0,001</u> | <u>3,6</u> | <u>0,009</u> | <u>3,8</u> | | |
| <u>Afrique</u> | <u>0,004</u> | <u>13,8</u> | <u>0,04</u> | <u>15,6</u> | <u>0,15</u> | <u>37,8</u> |
| Tanzanie | | 1,0 | | 4,0 | | 3,5 |
| Rwanda | | | | 2,6 | | 2,6 |
| Madagascar | | 0,9 | | 1,1 | | 2,3 |
| Senegal | | | | 1,1 | | 2,1 |
| Burundi | | 0,5 | | | | 1,9 |
| Mali | | | | | | 1,9 |
| Cameroun | | 1,9 | | 0,7 | | 1,8 |
| Ghana | | | | | | 1,8 |
| Kenya | | 0,6 | | 0,8 | | 1,4 |
| Ethiopie | | | | | | 1,3 |
| Soudan | | | | 0,8 | | 1,3 |
| Niger | | | | 0,7 | | 1,2 |
| Benin | | | | | | 1,2 |
| Mozambique | | | | 0,7 | | 0,9 |
| <u>Asie</u> | <u>0,007</u> | <u>24</u> | <u>0,03</u> | <u>10,7</u> | <u>0,05</u> | <u>12,2</u> |
| Inde | | 14,6 | | 4,5 | | 3,3 |
| Nepal | | 1,2 | | 3,6 | | 2,3 |
| Indonesie | | 0,6 | | 1,3 | | 2,2 |
| Bangladesh | | 5,0 | | 4,3 | | 1,3 |
| Pakistan | | 2,1 | | 0,7 | | 1,2 |
| Sri-Lanka | | | | | | 1,0 |
| Thailande | | | | | | 0,9 |
| <u>Total ventile</u> | <u>0,01</u> | <u>48,4</u> | <u>0,08</u> | <u>34,1</u> | <u>0,2</u> | |
| <u>AIDE TOTALE</u> | <u>0,03</u> | | <u>0,25</u> | | <u>0,4</u> | <u>55,5</u> |
| <u>Part du bilatéral dans l'aide totale</u> | 65% | | 70% | | 76% | |

III MESURES INCITATIVES MISES EN PLACE

DANS LES PAYS INDUSTRIELS

Le Secrétariat Général de l'OCDE s'apprête à rendre public une actualisation du document "Investir dans le Tiers Monde", publié en 1983, donnant une description exhaustive des systèmes nationaux et multilatéraux d'aide à l'investissement dans les pays en développement. Cette publication a été annoncée à la réunion du 2 juin dernier à l'OCDE (à laquelle l'ONUDI participait) et devrait vraisemblablement paraître dans sa version définitive au début de 1989.

Dans l'attente de cette publication, au moins peut-on tenter un résumé partiel de ces différentes mesures, largement inspiré de la version de 1983.

1. CARACTERISTIQUES GENERALES

a. GARANTIE DES INVESTISSEMENTS : DES STRUCTURES ETATIQUES PLUS OU MOINS ANCIENNES, ET PLUS OU MOINS UTILISEES SUIVANT LES PAYS:

Tous les grands pays industriels se sont dotés d'organismes chargés d'assurer une garantie collective des investissements de leurs ressortissants à l'étranger, et en particulier dans les PED. Les Etats-Unis ont été les premiers à mettre en place un tel système en 1948, et l'Italie, la dernière, avec la création d'une entité en tant que telle en 1979 seulement. Le système de garantie publique japonais est également relativement récent (1970).

Trois observations peuvent être formulées à propos de ces différents organismes, en attendant de pouvoir examiner les retombées de l'ouverture, au début de l'année 1989, du système de garantie multilatérale, MIGA, créé au sein de la Banque Mondiale:

- La garantie publique couvre une part importante des investissements du Japon (40% environ en 1986), et dans une moindre mesure de la RFA (18%) et des Etats-Unis (7%), c'est-à-dire des principaux pays investisseurs dans le Tiers Monde. Par comparaison, sa place est marginale en France (4%) ou en Italie (0,06), à défaut de connaître les situations respectives de la Suisse et de l'Autriche.

INVESTISSEMENTS DIRECTS DES PAYS DU CAD DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT SOUS GARANTIE

| Pays Membres du CAD | Montant des investissements garantis (en millions de dollars) | | En pourcentage du stock total estimé des investissements dans les pays en développement (1) (1986) | |
|-----------------------|---|----------|--|--------|
| | 1981 | (1986) | (1) | (1986) |
| Allemagne | 1,102 | (2,500) | 10 | (18) |
| Australie | 103 | | 8 | |
| Autriche | 126 | | 87 | |
| Belgique | 34 | | 2 | |
| Canada | 105 | | 3 | |
| Danemark | 27 | | 6 | |
| Etats-Unis | 4,098 | (4,000) | (7) | (6) |
| Finlande | - | | - | |
| France | 378 | | 4 | |
| Italie | 2 | | 1 | |
| Japon | 5,851 | (10,000) | 53 | (40) |
| Nouvelle-Zélande | 4 | | 7 | |
| Norvège | 9 | | 4 | |
| Pays-Bas | 49 | | 1 | |
| Royaume-Uni | 250 | | 2 | |
| Suède | - | | - | |
| Suisse | 40 | | (1) | |
| Total des pays du CAD | (12,000) | (20,000) | (10) | (11) |

Source:

Union d'assureurs des crédits et des investissements internationaux (Union de Parne).
In : Investir dans le Tiers-Monde
OCDE.

- Les risques couverts sont plus ou moins étendus suivant les pays : risque politique seul en RFA, risque politique et certains risques de crédit ou risques commerciaux dans le cas des Etats-Unis et celui du Japon.

- Ces systèmes de garantie s'appuient sur un certain nombre d'arrangements bilatéraux, négociés avec les pays d'accueil, et portant notamment sur la protection des investissements étrangers; ceux-ci sont plus ou moins nombreux suivant les pays étudiés : 114 accords négociés avec des pays en développement par les Etats-Unis en 1981; quelques dizaines dans le cas de la RFA, ou de la France; mais aucun dans le cas de l'Autriche.

b. MESURES FISCALES : VERS UNE ANNULATION PROGRESSIVE DES TRAITEMENTS PREFERENTIELS?

Les investisseurs évitent le plus souvent la double imposition (grâce à l'existence d'accords fiscaux bilatéraux négociés par leurs gouvernements), ou bien bénéficient de crédits d'impôts (Etats-Unis, Italie). Dans le cas de la France, un traitement sélectif (suivant cinq catégories de pays) combine ces deux systèmes.

Les possibilités offertes dans les années 60 pour la constitution de réserves prélevées sur les bénéfices réalisés dans les pays en développement ont été supprimés dans de nombreux cas au cours des dernières années, et une tendance semble se dessiner en faveur d'une suppression des dispositions fiscales spécifiques pour les investissements dans les PED; les exemples de l'Italie ou de la Suisse qui font traditionnellement de l'idée d'égalité de traitement entre les investissements à l'intérieur et à l'extérieur de leurs pays leur ligne de conduite dans ce domaine, semblent faire école. Cette règle souffre toutefois au moins une exception avec le renforcement des avantages fiscaux accordés par le gouvernement américain pour les investissements dans la Caraïbe, dans le cadre de la Carribean Bassin Initiative de 1985, dont semble avoir surtout bénéficier le Costa Rica et la République Dominicaine.

c. SOUTIENS FINANCIERS : DE L'AIDE AUX INVESTISSEMENTS DE "SOUTIEN" AU COMMERCE EXTERIEUR DU PAYS D'ORIGINE, AUX AIDES ET PARTICIPATION TENDANT A L'EMERGENCE D'UN RESEAU D'ENTREPRISES PRIVEES DANS LE TIERS MONDE?

La plupart des pays continue à apporter des soutiens financiers spécifiques aux investissements dans les PED : soit des prêts à des taux préférentiels du type CCCE-BFCE dans le cas de la France; soit des systèmes intégrés associant des mécanismes d'assurances, des prêts et éventuellement des co-financements, comme c'est le cas de l'OPIC aux Etats-Unis; soit des participations en capital comme c'est le cas de la DEG allemande créée en 1962. Plusieurs pays, dont le Japon et la France, ont annoncé récemment la mise en place de fonds de participation inspirés de ce modèle allemand (voir tableau p.55-56).

Avec ce développement des co-financements privés et publics dans le Tiers Monde se fait jour également une volonté de soutenir le développement des initiatives privées dans le Tiers Monde, et d'encourager les politiques de déréglementation menées de plus en plus généralement. Le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE fait actuellement de ce thème une orientation majeure de ses travaux.

d. INFORMATION ET CONCOURS PUBLICS AUX PRE-ETUDES : SOUVENT ASSOCIES AUX PROGRAMMES D'APD

Tous les pays examinés, à l'exception de la Suisse, ont mis en place des structures tendant à aider leurs entreprises qui veulent investir dans le Tiers Monde : systèmes d'information sur les projets potentiels, concours plus ou moins importants au financement de pré-investissements et d'études techno-économiques. Les Etats-Unis et la France y consacrent des moyens publics relativement importants, tandis que la RFA, l'Italie, la Suisse et l'Autriche n'ont que des programmes mineurs, quand ils ne laissent pas des fondations privées assurer ce type de tâches.

Des programmes de formation professionnelle, pour lesquels des bourses d'études sont accordées complètent parfois ces dispositifs : c'est le cas de l'OPIC aux Etats-Unis, du FAC en France, et d'un substantiel programme de subventions, destinées à des organismes privés, géré par le gouvernement japonais ("Comité des bourses pour les techniciens étrangers", "Centre japonais de productivité", etc.).

2. TABLEAU RESUME DES MESURES PAR PAYS

| | Régime des changes | Garantie des investissements | Traitement fiscal | Soutiens Financiers | |
|------------|---|--|--|--|---|
| | | | | Prêts | Participat. |
| ETATS-UNIS | Libre | OPIC (1971, 1er système d'assur. 1948) Risques politiques et divers risques économiques 7% couverts en 1986 114 accords bilatéraux signés fin 1981 | Crédits d'impôts | Caisse des Inv. directs (OPIC) Bureau for Private enterprise (AID) Private Inv. Fund (AID) | OPIC |
| JAPON | Autorisation préalable des inv. à l'étr. au dessus de 10 millions de Yens (74000\$) | EID-MITI (1970) Risques politiques et certains risques de crédit 53% couverts en 81, 40% en 1986 Quelques accords, surtout des Traités "d'amitié, de commerce et de navigation" | Principe de l'égalité de traitement au Japon et à l'étranger | EXIM-BANK (1950) OECE Agence Jap. pour la coop. Internat. (JICA) | Fonds de Coop. éco à l'étranger (OECE) Fonds de Develop. ASEAN-Japon annoncé déc. 87 |
| RFA | Libre | TREUARBEIT (1960), Hambourg, Organisme privé agissant pour le compte de l'Etat Risques politiques 10% en 1981, 18% en 1986 49 accords fin 1981 | Accords bilatéraux évitant la double imposition | | Société All. de Develop. (DEG, 62) |

| | Régime de changes | Garantie des Investissements | Traitement fiscal | Soutiens financiers | |
|----------|--|---|--|--|---|
| | | | | Prêts | Particip. |
| FRANCE | Sélectif: .Libre ds Z.Franc .Préavis nécessaire ds CEE .Autres: Autorisation préalable et fin. en devises au-dessus de 1 ml.F (160000\$) | BFCE et COFACE (pour invest. "porteurs" d'export.) Risque politique 4% couverts fin 1981 20 accords de protection conclus fin 1981 | Sélectif: Traitement préférentiel pour l'Afrique et les DOM-TOM | Caisse Centrale de Coopération Economique (CCCE) Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) | PROPARCO (filiale CCCE) CEPIA (Afrique) SOFINASIA (Asie) en cours de constitution |
| ITALIE | Libre, mais dépôt de l'équivalent de 50% de l'inv. auprès d'une banque italienne | SACE (1979) Section spéciale d'Assurance des Crédits à l'Exportation Risque politique moins de 1% couvert une dizaine d'accords | Principe de l'égalité de traitement en Italie et à l'étranger | Création récente d'un Fds de 100 millions de \$ pour des prêts bonifiés | |
| AUTRICHE | Soumis à autorisation préalable | OKB Risque politique 87% couverts en 1981 | Favorable si Implantation commerciale | Crédits d'aide au "démarrage" | |
| SUISSE | Libre | GERC au Dpt de l'Economie Publique 1% couvert en 1981 | Principe de l'égalité de traitement | | |

ANNEXE METHODOLOGIQUE

RECONSTITUTION DU MONTANTS DES ENCOURS D'INVESTISSEMENTS PAR PAYS

La plupart des pays publient simplement un montant total d'encours des investissements à l'étranger et donnent, année par année le détail des flux suivant une répartition géographique assez sommaire, surtout lorsqu'il s'agit du Tiers Monde. Parmi les pays étudiés, ceci est notamment le cas pour la RFA, l'Italie (qui donne également pour certaines années une répartition géographique partielle en encours) et pour l'Autriche. Il a été relativement simple pour ces trois pays d'établir à partir des flux cumulés la structure de cette répartition géographique sur l'ensemble de la période étudiée et de décomposer ensuite, suivant cette grille, le montant total des encours fourni par ailleurs.

Le cas du Japon peut être partiellement assimilé à cette première catégorie de pays, dans la mesure où il fournit d'une part une répartition géographique des flux et d'autre part un montant total d'encours; la difficulté vient pourtant de ce que le montant cumulé des flux, tel qu'il est publié par le Ministère des Finances japonais, représente un montant qui est environ le double de celui de l'encours fourni par la Banque du Japon (en 1983, les montants étaient ainsi respectivement de 61 et de 32 milliards de dollars). Dans un souci de cohérence avec l'analyse des autres pays, on a retenu le montant total de l'encours tel qu'il est défini par la Banque du Japon (dans l'optique de la balance des paiements) et on lui a rapporté la structure régionale donnée par ailleurs par le Ministère des Finances (statistiques fondées sur les autorisations d'investissements jusqu'en 1980 et sur les notifications des investisseurs depuis 1980¹³). On peut noter d'ailleurs que c'est ce montant d'encours que retient le Secrétariat de l'OCDE dans son tableau général des "montants cumulatifs de l'investissement direct à l'étranger des principaux pays développés" (voir tableau joint).

¹³Outre les apports en capitaux en provenance du Japon, ces montants notifiés peuvent compter les bénéfices réinvestis et les recours aux marchés bancaires et financiers locaux et internationaux.

Les Etats Unis fournissent les statistiques les plus complètes, mais aussi les moins compatibles avec celles des autres pays industriels. En effet, celles-ci ne proviennent pas des statistiques de balance de paiements comme c'est souvent le cas, mais résultent d'un travail de reconstitution mené par le Bureau of Economic Analysis du Department of The Treasury, essentiellement à partir d'enquêtes administratives et de sondages portant sur les comptes consolidés des sociétés. Force est donc de prendre les montants tels qu'ils sont fournis en les assortissant de remarques de prudence lors de comparaisons avec les données d'autres pays.

La France publie chaque année des statistiques de flux qui ne sont décomposées, en dehors de l'OCDE, que pour les pays à destination desquels les investissements ont été importants dans l'année décrite (au maximum une trentaine chaque année); on ne trouve pas dans les publications françaises de décomposition régionale de l'investissement à destination du Tiers Monde, à l'exception de la région latino-américaine qui est parfois singularisée. On a retenu les données d'encours telles qu'elles sont publiées par le Secrétariat de l'OCDE (notamment dans le tableau joint en annexe sur les montants cumulatifs de l'investissement), et on lui a appliqué une grille de répartition régionale calculée à partir de ces ventilations partielles des flux par pays qui sont fournies chaque année. Le résultat n'est vraisemblablement pas de très grande qualité.

La situation de la Suisse, enfin, est infiniment mal connue en l'absence d'un minimum d'informations statistiques régulières. Les données retenues sont celles tirées de travaux d'experts.

DEFINITIONS DES ESPACES REGIONAUX

La classification des pays du Tiers Monde par zone géographique est généralement la suivante :

OPEP : Algérie, Arabie Saoudite, Emirats Arabes Unis, Indonésie, Irak, Iran, Koweït, Lybie, Nigéria, Oman, Qatar, Vénézuela.

Autres pays d'Amérique Latine (y compris l'Amérique centrale) :
Antigua et B., Argentine, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Dominique, El Salvador, Grenade, Guatemela, Guyane, Haïti, Honduras, Indes occidentales, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Ste Lucie, St Vincent, Surinam, Trinité et T., Uruguay.

Autres pays du Moyen Orient :
Bahrain, Chypre, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, République Arabe Syrienne, République Arabe Yéménite, Yemen démocratique.

Autres pays d'Afrique :
Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Iles Canaries, Cap Vert, Comores, Congo Côte d'Ivoire, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Niger, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé et P., Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Autres pays d'Asie :
Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Brunei, Corée, Fidji, Honk-Kong, Inde, Kampuchea, Malaisie, Maldives, Népal, Nouvelle Calédonie, Pakistan, Papouasie Nouvelle Guinée, Philippines, Laos, Singapour, Iles Salomon, Sri Lanka, Taïwan, Thaïlande, Vanuatu, Samoa occidental.

Toutefois la REA et les Etats-Unis déclarent des modifications sensibles par rapport à cette répartition :

Dans les statistiques de la REA :

- L'OPEP comprend l'Equateur et le Gabon, mais exclut Oman.
- L'Equateur n'est pas compté parmi les pays d'Amérique Latine.
- L'Afrique comprend l'Angola, mais non le Gabon.
- L'Asie comprend Oman.

Dans les statistiques des ETATS-UNIS :

- L'OPEP exclut Oman.
- Les autres pays du Moyen Orient comprennent Oman.
- Les autres Pays d'Asie comprennent la Chine, la Mongolie, l'Indonésie, le Vietnam.
- Les autres pays d'Afrique comprennent l'Algérie et la Lybie.

Ainsi, dans le cas américain, les chiffres relatifs à l'OPEP ne sont en principe donnés que pour mémoire, car ils figurent déjà dans leur zone géographique respective; pourtant, les statistiques concernant l'Afrique et le Moyen-Orient sont apparemment perturbées par l'existence de cette catégorie de l'OPEP; il faudrait ainsi pouvoir savoir avec précision dans quelle catégorie sont comptés le Nigéria, ou le Gabon; en principe l'Afrique, mais les montants déclarés dans cette région semblent alors étonnement réduit, et il en est de même pour le Moyen-Orient; c'est pourquoi, les encours américains dans ces deux régions ont été partiellement corrigés avec la prise en compte des montants correspondants OPEP.

Mais, le redressement essentiel qui a été opéré concerne les statistiques de la REA et de l'Italie, dans la mesure où ces deux pays déclarent à part leurs investissements dans les pays de l'OPEP et déduisent les montants correspondants des sous-ensembles régionaux. Dans le tableau général des investissements par région, au chapitre 1, les investissements de ces deux pays dans l'OPEP ont été redistribués en proportion du poids économique correspondant, au sein de l'OPEP, à chaque région : soit, 53,3% pour le Moyen Orient, 24,8% pour l'Afrique, 11,7% pour l'Amérique Latine et 10,1% pour l'Asie.

PRECAUTIONS A PRENDRE DANS L'INTERPRETATION DES DONNEES EN DOLLARS

Les tableaux synthétiques établis au chapitre 1 sont établis en dollars. Or comme le décrit très bien l'OCDE " l'équivalent en dollars des investissements libellés en d'autres monnaies s'amenuise lorsque le dollar s'apprécie et se gonfle lorsque le dollar se déprécie. Les totaux exprimés en dollars courants sont donc systématiquement sous-évalués dans les phases de montée du dollar (1980 -Mars 1985) et systématiquement sur-évalués en période de recul du dollar (1970-1978, et mars 1985 à 1986). La baisse du dollar a par exemple gonflé de 18,6% le montant global de l'APD pour l'ensemble des pays de l'OCDE"; le biais est vraisemblablement du même ordre pour les investissements internationaux.

Il faut par ailleurs tenir compte du fait que ces effets de valorisation peuvent varier amplement d'un pays à l'autre, en raison des distorsions de change. D'où, l'intérêt des statistiques en monnaies nationales présentées en parallèle avec les statistiques en dollars dans tous les tableaux par pays, et des calculs de répartition en pourcentage pour la description de la structure des investissements par région.

Dominique de Laubier

LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX
QUELS CHANGEMENTS POUR LES ANNEES 80 ?

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE. n° 12. 4° TRIMESTRE 1982

Définitions

Bien que les investissements directs fassent depuis longtemps l'objet d'une abondante littérature, assez curieusement leur concept même reste entaché d'une certaine imprécision qui ne manque pas d'avoir des incidences sur le recensement et la mesure des flux.

Le terme d'investissement direct désigne, selon la définition retenue par le FMI dans son Manuel, les investissements effectués dans le but d'acquies un intérêt durable dans une entreprise exerçant ses activités sur le territoire d'une économie autre que celle de l'investisseur, le but de ce dernier étant d'avoir un pouvoir de décision effectif dans la gestion de l'entreprise.

Dans la pratique il n'est pas toujours facile de distinguer parmi les transferts de capitaux ceux qui sont destinés à financer un investissement direct de ceux qui accompagnent une simple opération de portefeuille, notamment lorsqu'il n'y a pas création d'une nouvelle entreprise mais prise de participation dans le capital d'une entreprise existante. La notion de contrôle est en effet diversement appréciée suivant les pays, notamment selon que le capital de l'entreprise investie est largement dispersé ou non.

Tout en rappebant ces difficultés, le FMI lui-même se contente d'indiquer que le pourcentage choisi par les pays membres du Fonds comme preuve d'investissement direct est fréquemment très bas et que les proportions les plus souvent retenues vont de 10 à 25 % avec une tendance croissante à adopter des pourcentages proches de la branche inférieure de cette fourchette. Le manuel ne formule pas de recommandations précises sur ce point.

Les Etats-Unis retiennent un pourcentage de 10 %, mais l'Allemagne 25 %. La Grande-Bretagne indique seulement qu'elle s'aligne sur les recommandations du FMI en adoptant le critère de «l'intérêt durable» dans l'entreprise investie. La France enfin vérifie au coup par coup l'existence ou l'absence d'un contrôle.

Ainsi l'imputation des flux de capitaux dans la catégorie des investissements directs est-elle entachée d'une large imprécision.

- des pays peuvent considérer qu'il y a investissement direct là où d'autres voient un investissement de portefeuille;
- Certains sont attentifs à la véritable destination (ou origine) géographique du flux d'investissement cependant que d'autres s'arrêtent à la destination (ou origine) première, ce qui peut être fort différent dans le cas des holdings situés dans des pays-relais tels le Luxembourg, la Suisse ou les Caraïbes;
- une succession étalée sur plusieurs années d'investissements de portefeuille dans le capital d'une entreprise peut entraîner à la longue le contrôle de celle-ci et transformer un placement financier en investissement direct. Or cette transformation sera souvent perçue comme telle par un seul des deux pays partenaires;
- peu de pays connaissent le montant des profits réinvestis par leurs entreprises à l'étranger ou par les entreprises étrangères sur leur territoire de sorte que quelques-uns seulement intègrent ces profits dans les flux investis ou reçus;
- enfin, le financement d'un investissement direct d'un pays A dans un pays B peut faire appel à la fois à un flux de capitaux de A vers B et à des emprunts recueillis sur le marché international (C + D + ...). Le pays A ne fera figurer dans sa balance en avoirs que les premiers flux cependant que B pourra faire figurer en engagements l'ensemble des capitaux reçus et le plus souvent les considérera comme investissements directs reçus de A. Les pays C, D etc... dont les ressortissants auront souscrit aux emprunts émis à cette occasion enregistreront (dans la meilleure hypothèse) un investissement de portefeuille.

MONTANT CUMULATIF DE L'INVESTISSEMENT DIRECT A L'ETRANGER DES PRINCIPAUX PAYS DEVELOPPES D'ECONOMIE DE MARCHE, PAR PAYS D'ORIGINE
(en millions de dollars des Etats-Unis) (9)

| | 1970 | 1971 | 1972 | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 | 1977 | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 |
|-------------------------|--------|--------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Australie (1) | 596 | 649 | 802 | 983 | 1 180 | 1 169 | 1 249 | 1 343 | 1 615 | 1 706 | 2 225 | 2 459 | 2 858 | 2 937 | 2 937 |
| Autriche (2) | | | | | 339 | 303 | | | | 547 | 529 | 636 | 677 | 794 | 794 |
| Belgique-Luxembourg (3) | 2 223 | 2 404 | 2 552 | 2 724 | 3 096 | 3 246 | 3 539 | 3 893 | 4 255 | 5 374 | 5 436 | 5 466 | 5 389 | 5 747 | 5 747 |
| Canada (4) | 6 119 | 6 524 | 6 745 | 7 868 | 9 292 | 10 356 | 11 386 | 12 344 | 13 867 | 17 145 | 21 598 | 27 436 | 27 546 | 28 794 | 28 794 |
| Danemark (5) | 217 | 373 | 588 | 735 | 923 | 914 | 1 160 | 1 355 | 1 534 | 1 776 | 2 065 | 2 072 | 2 072 | 2 232 | 2 232 |
| Finlande | 131 | 174 | 238 | 274 | 316 | 318 | 356 | 397 | 471 | 626 | 731 | 786 | 869 | 1 067 | 1 067 |
| France (6) | 6 909 | 7 306 | 7 899 | 8 833 | 9 615 | 11 193 | 12 842 | 13 841 | 15 729 | 17 712 | 20 810 | 25 192 | 28 236 | 29 235 | 29 235 |
| Allemagne (7) | | | | | | | 18 416 | 22 228 | 28 831 | 35 320 | 37 955 | 39 218 | 39 851 | 42 201 | 42 201 |
| Italie (8) | | 2 319 | 3 345 | -3 190 | 3 519 | 3 299 | 3 362 | 4 137 | 4 767 | 5 852 | 6 972 | 7 378 | 8 116 | 8 501 | 8 501 |
| Japon | | | 2 574 | 4 546 | 17 227 | 8 322 | 10 313 | 11 958 | 14 329 | 17 227 | 19 612 | 24 506 | 28 969 | 32 178 | 32 178 |
| Pays-Bas | | | | 15 595 | 18 905 | 19 092 | 20 442 | 24 525 | 30 176 | 36 890 | 39 930 | 38 806 | 37 986 | 38 900 | 38 900 |
| Suède (3) | 2 194 | 2 370 | 2 635 | 2 929 | 3 361 | 3 798 | 4 164 | 4 902 | 5 320 | 5 926 | 6 552 | 7 404 | 8 322 | 9 382 | 9 382 |
| Royaume-Uni (8) | 21 348 | 23 446 | 25 305 | 26 860 | 30 494 | 30 421 | 32 897 | 37 244 | 50 536 | 67 481 | 77 869 | 83 736 | 84 677 | 87 106 | 87 106 |
| Etats-Unis | 75 480 | 82 760 | 89 878 | 101 313 | 110 078 | 124 050 | 136 809 | 145 990 | 162 727 | 187 858 | 215 375 | 228 348 | 221 512 | 228 117 | 228 117 |

1. L'exercice budgétaire prend fin le 30 juin de l'année indiquée. Les encours de la composante "Actions des sociétés" sont comptabilisés pour la valeur versée et sous-estimé, par conséquent, la participation des investisseurs directs dans les fonds propres.
2. D'après des enquêtes sur les sociétés, seuls sont disponibles les chiffres pour les années 1974, 1975 et 1979 à 1982. Pour 1983, l'encours est évalué en y ajoutant les flux d'investissements à l'étranger.
3. On a pris comme base de calcul les chiffres de 1967. Pour les années ultérieures, les statistiques sont obtenues en imitant les flux annuels des investissements directs à l'étranger.
4. Les encours d'investissement directs à l'étranger ne comprennent pas les opérations des banques.
5. Pour 1981 et 1983, les chiffres sont obtenus à partir de l'encours de 1981 et de l'ensemble des flux annuels.
6. A partir de 1968, les statistiques sont fondées sur les chiffres de 1967 auxquels on ajoute l'ensemble des flux déclarés au Fuisis annuaire international.
7. Pour 1983, les chiffres sont obtenus en ajoutant à l'encours de 1982 les flux de 1983.
8. Valeur comptable des investissements directs à l'étranger, y compris les opérations pétrolières, bancaires et d'assurance (contrairement au tableau II.1 dans les tableaux par pays). Abstraction faite des branches pétrolière, bancaire et d'assurance, ces chiffres seraient sous-évalués de 30 pour cent pour le début des années 70 et de 40 pour cent au cours des années 80. Ainsi, en excluant pétrole, banque et assurance, les statistiques sont les suivantes : en 1980, 48 345 millions de dollars ; en 1981, 54 371 millions de dollars ; en 1982, 55 133 millions de dollars et en 1983 54 360 millions de dollars.
9. Exception faite du Japon et des Etats-Unis, dont les chiffres sont indiqués en dollar, pour tous les autres pays, la valeur de l'encours libellé en monnaie nationale est convertie en dollars à partir du taux de change applicable fin décembre aux pays de l'OCDE, sauf pour l'Australie où l'on applique le taux en vigueur en juin puisque les exercices budgétaires prennent fin le 30 juin. Le taux de fin d'année est utilisé de préférence à un cours moyen annuel car la valeur des actifs est habituellement évaluée en fin d'année.

TOTAL NET RESOURCE FLOWS TO DEVELOPING COUNTRIES (1)

FLUX NET TOTAL DES RESSOURCES A DESTINATION DES PAYS EN DEVELOPPEMENT (1)

(US\$ billion)

| | 1978 | 1979 | 1980 | 1981 | 1982 | 1983 | 1984 | 1985 | 1986 (2) |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------|-------|----------|
| I. OFFICIAL DEVELOPMENT FINANCE (ODF) | 32.7 | 37.4 | 43.5 | 46.5 | 44.9 | 42.0 | 47.6 | 49.0 | 54.8 |
| 1. Official development assistance (ODA) | 27.4 | 31.7 | 37.5 | 37.2 | 34.1 | 33.4 | 34.9 | 37.1 | 44.0 |
| A. Bilateral | 22.0 | 25.3 | 29.0 | 29.4 | 26.7 | 25.9 | 27.1 | 28.6 | 34.5 |
| a) OECD countries | 13.1 | 16.4 | 18.0 | 18.2 | 18.4 | 18.5 | 19.0 | 21.0 | 24.4 |
| b) OPEC countries | 6.7 | 6.5 | 8.7 | 7.5 | 4.5 | 3.9 | 3.7 | 2.9 | 3.7 |
| c) OEA countries | 1.6 | 3.1 | 2.7 | 3.2 | 3.3 | 3.2 | 3.2 | 3.6 | 4.1 |
| d) Other countries | 0.6 | 0.3 | 0.6 | 0.5 | 0.5 | 0.3 | 0.6 | 0.2 | 0.3 |
| B. Multilateral | 5.4 | 6.2 | 7.7 | 7.8 | 7.4 | 7.5 | 7.8 | 8.5 | 9.5 |
| 2. Other ODF | 5.3 | 5.7 | 6.0 | 9.2 | 10.8 | 8.6 | 12.7 | 11.9 | 10.8 |
| of which: Multilateral | 3.1 | 4.1 | 4.8 | 5.7 | 6.6 | 7.2 | 8.2 | 7.9 | 7.8 |
| Bilateral | 2.2 | 1.6 | 1.2 | 3.5 | 4.2 | 1.4 | 4.5 | 4.0 | 3.0 |
| II. TOTAL EXPORT CREDITS | 16.1 | 12.8 | 16.9 | 18.4 | 14.6 | 8.3 | 5.4 | 2.9 | 2.0 |
| 1. OECD countries | 13.0 | 12.4 | 16.0 | 17.3 | 13.8 | 7.7 | 5.3 | 2.9 | 2.0 |
| of which: Short-term | 2.6 | 2.0 | 2.4 | 2.6 | 3.0 | -0.3 | -0.8 | 1.5 | 4.0 |
| 2. Other countries | 0.3 | 0.4 | 0.9 | 1.1 | 0.8 | 0.6 | 0.2 | 0.4 | 0.5 |
| III. PRIVATE FLOWS | 54.0 | 33.9 | 66.0 | 74.3 | 58.3 | 47.4 | 33.1 | 30.4 | 27.2 |
| 1. Direct investment | 11.7 | 13.5 | 11.2 | 17.1 | 12.7 | 9.3 | 11.5 | 7.8 | 11.8 |
| 2. International bank credits | 39.9 | 35.7 | 49.0 | 52.0 | 37.6 | 34.1 | 17.4 | 13.5 | 9.0 |
| of which: Short-term | 17.0 | 16.0 | 16.0 | 22.0 | 15.0 | -13.0 | -6.0 | -10.0 | n.a. |
| 3. Total bond lending | 0.2 | 2 | 1.3 | 1.4 | 3.0 | 1.2 | 0.6 | 3.9 | 3.3 |
| 4. Other private (2) | 4.2 | 6.7 | 6.3 | 3.6 | 3.0 | 3.0 | 3.6 | 5.5 | 6.9 |
| of which: Grants by non-governmental organizations | 1.6 | 2.0 | 2.3 | 2.0 | 2.3 | 2.3 | 2.6 | 2.9 | 3.3 |
| TOTAL RESOURCE FLOWS (I + II + III) | 104.8 | 104.1 | 126.4 | 139.1 | 117.8 | 97.7 | 86.1 | 82.3 | 84.0 |

1. For DAC countries, figures are given by Member countries, some include reinvested earnings, some don't, as well some include oil.
 2. Including grants by non-governmental organizations (NGOs), and estimates of unreported bond lending and swaps of loans for direct investment.

FLUX DES INVESTISSEMENTS DIRECTS EN PROVENANCE DE QUELQUES PAYS DE L'OCDE
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT 1971-85
(en millions de dollars des Etats-Unis) 1

| Pays | 1971 | 1975 | 1979 | 1980 | 1981 (a) | 1982 | 1983 | 1984 |
|-----------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------|
| Australie | 48 (1) | 48 (a) | 113 (1) | 136 (1) | 159 (1) | 153 (1) | 141 (1) | 285 |
| Belgique | 29 (1) | 24 (a) | 254 (2) | 198 (2) | 123 (1) | 75 (a) | 52 (1) | -- |
| Canada | 76 (2) | 293 (3) | -100 (b) | 400 (4) | 308 (2) | 124 (1) | 572 (4) | 473 |
| France | 170 (5) | 274 (3) | 681 (5) | 900 (9) | 1 157 (7) | 638 (9) | 300 (5) | 266 |
| Allemagne | 358 (11) | 456 (8) | 815 (6) | 1 576 (16) | 1 352 (9) | 993 (10) | 843 (11) | 706 |
| Italie | 214 (6) | 220 (7) | 432 (5) | 316 (5) | 132 (1) | 244 (2) | 204 (3) | -- |
| Japon | 222 (7) | 223 (2) | 691 (5) | 906 (9) | 1 426 (16) | 364 (5) | 433 (8) | -- |
| Pays Bas | 130 (4) | 229 (2) | 167 (1) | 135 (1) | 354 (2) | 210 (2) | 40 (a) | 37 |
| Suède | 40 (2) | 82 (1) | 227 (1) | 90 (1) | 83 (a) | 157 (1) | 159 (2) | 100 |
| Suisse | 26 (1) | 208 (2) | 416 (3) | 353 (4) | 340 (2) | 297 (2) | 135 (1) | -- |
| Royaume-Uni (c) | 233 (7) | 653 (6) | 1 029 (9) | 1 047 (11) | 2 330 (14) | 1 265 (13) | 1 179 (12) | 1 260 |
| Etats-Unis | 1 686 (51) | 1 241 (70) | 1 586 (63) | 3 367 (35) | 6 475 (42) | 5 431 (53) | 2 340 (31) | 4 410 |
| Total CAD (5) | 5 309 | 10 744 | 12 746 | 9 585 | 15 357 | 10 395 | 7 403 | -- |

1. Les chiffres entre parenthèses indiquent le pourcentage par rapport au total des flux CAD dans les pays en développement.
2. Non compris les investissements dans le secteur pétrolier.
3. Les autres pays du CAD ne figurant pas dans le tableau sont l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et la Norvège.
4. Les statistiques de 1981 à 1984 ne sont pas comparables à celles des années antérieures.
 - a. Minimum.
 - b. Chiffre négatif.

Source: Investir dans le tiers-monde, OCDE 1982 et Coopération pour le Développement, OCDE 1984 et 1985.

Source : OCDE TENDANCES RECENTES DES INVESTISSEMENTS DIRECTS INTERNATIONAUX

669

ENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS PAR PRINCIPAUX PAYS OU REGIONS BENEFICIAIRES
1960/1980

Milliards de \$ des E.U. et % du total, à la fin de :

| Pays d'accueil | 1960 | | 1971 | | 1978 | | 1980 | |
|---------------------------------|---------|-------|---------|-------|---------|-------|---------|-------|
| | Mrd. \$ | % | Mrd. \$ | % | Mrd. \$ | % | Mrd. \$ | % |
| PAYS DEVELOPPES | 36.7 | 67.3 | 108.4 | 65.2 | 251.8 | 69.6 | 313.7 | 71.1 |
| Etats-Unis | 7.6 | 13.9 | 13.9 | 8.4 | 42.5 | 11.8 | 68.4 | 15.5 |
| Canada | 12.9 | 23.7 | 27.9 | 16.8 | 43.2 | 11.9 | 45.5 | 10.3 |
| Europe de l'ouest | 12.5 | 22.9 | 47.4 | 28.5 | 136.2 | 37.7 | 166.0 | 37.7 |
| dont : | | | | | | | | |
| Royaume-Uni | 5.0 | 9.2 | 13.4 | 8.1 | 32.5 | 9.0 | 44.8 | 10.2 |
| Australie/Afrique du Sud | 3.6 | 6.6 | 16.7 | 10.0 | 23.9 | 6.6 | 27.2 | 6.2 |
| Japon | 0.1 | 0.2 | 2.5 | 1.5 | 6.0 | 1.7 | 6.6 | 1.5 |
| PAYS EN DEVELOPPEMENT | 17.6 | 32.3 | 51.4 | 30.9 | 100.4 | 27.8 | 117.4 | 26.6 |
| Amérique latin | 8.5 | 15.6 | 29.6 | 17.8 | 52.5 | 14.5 | 62.3 | 14.9 |
| Afrique | 3.0 | 5.5 | 8.8 | 5.3 | 11.1 | 3.1 | 12.4 | 2.8 |
| Asie | 4.1 | 7.5 | 7.8 | 4.7 | 25.2 | 7.0 | 30.3 | 6.9 |
| Europe méridionale | 0.5 | 0.9 | 1.7 | 1.0 | 3.4 | 0.9 | 4.1 | 0.9 |
| Moyen-Orient | 1.5 | 2.8 | 3.5 | 2.1 | 8.2 | 2.3 | 8.3 | 1.9 |
| AUTRES MONTANTS NON VENTILES | -- | -- | 6.5 | 3.9 | 9.5 | 2.6 | 9.8 | 2.2 |
| TOTAL | 54.5 | 100.0 | 166.3 | 100.0 | 361.7 | 100.0 | 440.9 | 100.0 |

Source: J.M. Stopford and J.H. Dunning, Multinationals, Company Performance and Global Trends, McMillan, London, 1983.

PAYS INDUSTRIALISES : ENCOURS DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
DANS LES PAYS EN DEVELOPPEMENT, 1970/1982

| | 1970 | | 1982 | | Taux de croissance moyen annuel 1970-1982 |
|--------------------|------|------|----------|------|---|
| | \$M | % | \$M | % | % |
| Australie | 0.3 | 0.7 | 1.5 | 1.1 | 14.4 |
| Belgique | 0.8 | 1.8 | 2.1 | 1.5 | 8.4 |
| Canada | 1.7 | 4.0 | 4.5 | 3.2 | 8.5 |
| France | 3.8 | 8.9 | 9.6 | 6.8 | 8.0 |
| Allemagne | 1.9 | 4.4 | 12.6 | 8.9 | 17.1 |
| Italie | 1.2 | 2.8 | 3.8 | 2.7 | 10.1 |
| Japon | 1.2 | 2.8 | 11.4 (1) | 8.1 | 20.6 |
| Pays Bas | 2.2 | 5.1 | 5.3 | 3.7 | 7.6 |
| Suède | 0.3 | 0.7 | 1.4 | 0.9 | 13.7 |
| Suisse | 0.9 | 2.1 | 3.4 | 2.4 | 11.7 |
| Royaume-Uni | 5.9 | 13.8 | 15.8 | 11.2 | 8.6 |
| Etats-Unis | 22.3 | 52.2 | 68.6 | 48.6 | 9.8 |
| Autres pays | | | | | |
| Industrialisés (2) | 0.2 | 0.5 | 1.1 | 0.8 | 15.3 |
| Total | 42.7 | | 141.1 | | 10.5 |

1. Non compris le soutien du secteur public aux investissements privés (évalué à plus de 6 milliards de dollars).
2. Autriche, Danemark, Finlande, Nouvelle-Zélande et Norvège.

Sources: Organisation de Coopération et de Développement Economiques, Investir dans le Tiers monde, 1983; Coopération pour le développement, 1983.